

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'OTAN menace notre sécurité

par Gabriel Galice, Daniele Ganser, Hans von Sponeck

Si vis pacem, cole iusticiam
(Si tu veux la paix, cultive la justice)
Devise de l'OIT
(Organisation internationale du travail)

L'OTAN regroupe en masse des troupes et des armes aux marches de la Russie. Nous tenons à exprimer notre inquiétude devant la propagande déformant la réalité des menaces pesant sur la paix. Cette propagande insidieuse fabrique des ennemis imaginaires pour justifier le surdéveloppement de dépenses militaires, des conquêtes de territoires ou de «parts de marché», des prises de contrôle d'approvisionnement énergétique et pour corroder la démocratie.

Non, la Russie n'est pas l'agresseur et ne menace aucunement les Pays baltes, la Pologne ou la Suède. A l'implosion de l'URSS et du Pacte de Varsovie, la bévée stratégique des Etats-Unis et de leurs alliés a été de ne pas refonder l'architecture internationale de sécurité. Oubliée la Charte de Paris (1990) qui promettait la paix à l'Europe! Dans son livre «Le Grand échiquier – l'Amérique et le reste du monde», Zbigniew Brzezinski posait en 1997 la question de savoir s'il fallait intégrer la Russie dans l'OTAN et dans l'UE. Il finissait par privilégier la sécurité tactique sur la paix stratégique, non sans prévoir que cela déclencherait des réactions russes. Il préconisait l'intégration de l'Ukraine, l'un des cinq «pivots géopolitiques» de l'Eurasie, dans l'OTAN et dans l'UE. En 2010, Charles A. Kupchan, professeur à la Georgetown University, proposait d'intégrer les Russes dans l'OTAN.¹ Oubliant la promesse des USA aux Russes, lors de la réunification allemande, de ne pas étendre l'OTAN à l'Est, les Occidentaux n'ont eu de cesse de repousser, d'encercler et d'humilier les dirigeants russes successifs. Quoi que nous pensions du régime russe, le principal défaut de Vladimir Poutine (et de bien d'autres pays du monde), aux yeux des Occidentaux, est de cesser d'acquiescer aux volontés hégémoniques occidentales.

Après l'illégale guerre d'Irak, l'extension du nombre de pays membres de l'OTAN et



Daniele Ganser



Hans von Sponeck
(photos mad)



Gabriel Galice

l'expansion tout azimut de son aire d'action, le renversement du régime de Kadhafi en Libye, puis le coup d'Etat en Ukraine, auront été les lignes rouges déclenchant les ripostes russes et chinoises ayant déjà constitué l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) après le premier élargissement de l'OTAN. Il aura fallu les opérations en Libye et en Ukraine et l'appui de l'Occident (dès 2006, selon *Time*

Magazine du 19/12/06) aux «rebelle» résolu à renverser le régime syrien, pour que les Russes soutiennent l'autonomie de la Crimée et interviennent militairement en Syrie.

Tandis qu'il est avéré que la CIA a surveillé l'élection présidentielle française de 2012, que la NSA, espionne partout entreprises, organisations et particuliers, la mode est d'imputer aux dirigeants russes une ingé-

rence directe dans les élections américaines, françaises, allemandes.

Les pays européens renforcent leur alignement sur la politique étrangère des USA, embargo contre la Russie inclusivement. Le président François Hollande parachève la réintégration de la France dans le commandement militaire de l'OTAN, entamée par Nicolas Sarkozy.

Et les pays neutres? La Suède rétablit la conscription, ce au moment de la diffusion sur *Arte* d'un reportage édifiant intitulé «Guerre froide dans le Grand Nord».² L'Etat-major suédois manœuvrait naguère de concert avec l'OTAN et les Etats-Unis, ce à l'insu du gouvernement d'Olof Palme qui préconisait la détente avec Moscou ... et qui en mourut assassiné. L'adhésion de la Suisse au *Partenariat pour la Paix* (ou PpP) de l'OTAN vaut-elle neutralité? Daniele Ganser cite l'ancien ministre américain de la Défense William Perry: «La différence entre l'adhésion à l'OTAN et au PpP est plus ténue qu'une feuille de papier.»³ Des avions suisses survolent la Baltique aux côtés de chasseurs de l'OTAN.

Non, l'OTAN, devenue une alliance offensive, n'assure pas notre sécurité. Misons sur l'*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe* (OSCE), dialoguons avec la Russie et mettons en œuvre les articles 46 et 47 de la Charte de l'ONU, stipulant un comité d'état-major auprès du Conseil de sécurité.

Gabriel Galice, Président de
l'Institut international de recherches
pour la paix à Genève (GIPRI),
auteur de «Lettres helvètes 2010–2014»

Daniele Ganser, historien et irénologue,
auteur de «Les armées secrètes de l'OTAN»
et «Illegale Kriege – Wie die
NATO-Länder die UNO sabotieren»

Hans von Sponeck,
ancien Secrétaire général adjoint de l'ONU

Articles 46 et 47 de la Charte des Nations Unies

Article 46

Les plans pour l'emploi de la force armée sont établis par le Conseil de sécurité avec l'aide du Comité d'état-major.

Article 47

1. Il est établi un Comité d'état-major chargé de conseiller et d'assister le Conseil de sécurité pour tout ce qui concerne les moyens d'ordre militaire nécessaires au Conseil pour maintenir la paix et la sécurité internationales, l'emploi et le commandement des forces mises à sa disposition, la réglementation des armements et le désarmement éventuel.
2. Le Comité d'état-major se compose des chefs d'état-major des membres permanents du Conseil de sécurité

ou de leurs représentants. Il convie tout Membre des Nations Unies qui n'est pas représenté au Comité d'une façon permanente à s'associer à lui, lorsque la participation de ce Membre à ses travaux lui est nécessaire pour la bonne exécution de sa tâche.

3. Le Comité d'état-major est responsable, sous l'autorité du Conseil de sécurité, de la direction stratégique de toutes forces armées mises à la disposition du Conseil. Les questions relatives au commandement de ces forces seront réglées ultérieurement.
4. Des sous-comités régionaux du Comité d'état-major peuvent être établis par lui avec l'autorisation du Conseil de sécurité et après consultation des organismes régionaux appropriés.

Le rôle de l'Occident dans la crise ukrainienne

par Dario Rivolta*



Dario Rivolta
(photo mad)

Le 31 janvier venaient à échéance les sanctions européennes contre la Russie, initiées en son temps en raison de l'attitude russe, jugée hostile, sur la question de l'Ukraine. Ces sanctions ont été prolongées, à l'avance, pour une durée de six mois. La raison d'anticiper cette décision était certainement due à la crainte d'interruption par le nouveau président américain

Donald Trump, pouvant inciter les autres pays d'Europe à l'imiter. Récemment, le Président américain a déclaré que, pour le moment, rien ne serait fait dans ce sens, mais tout le monde connaît sa volonté de rétablir de bonnes relations avec Moscou.

Comme l'OTAN et l'Europe sont alignés sur l'actuel gouvernement de Kiev et accusent la Russie d'être la seule responsable de la crise actuelle, il est nécessaire, au nom de la vérité, de rappeler comment tout cela a commencé.

Crise ukrainienne – comment tout a commencé

«Depuis la déclaration d'indépendance en 1991, les Etats-Unis ont aidé les Ukrainiens dans le développement des institutions démocratiques, dans la promotion de la société civile et pour une bonne forme de gouvernement; cela a été nécessaire pour atteindre l'objectif d'une Ukraine européenne. Nous avons investi 5 milliards de dollars pour obtenir cela et d'autres buts.» Ce sont les mots prononcés par Victoria Nuland, sous-secrétaire d'Etat américain chargé de l'Europe et des Affaires asiatiques, le 13 décembre

2013 à la Conférence des affaires internationales avec l'Ukraine à Washington, auprès du *National Press Club*. «Je reviens de Kiev (la troisième fois en cinq semaines)» a-t-elle ajouté. Pour renforcer encore l'intention américaine d'aller jusqu'au bout, elle a aussi confirmé le refus des Etats-Unis d'accepter qu'un travail de cinq ans prenne fin d'un coup!¹ Quelques jours plus tôt, le 24 novembre, exactement lors de l'un de ses précédents voyages, 100 000 manifestants avaient occupé les rues de Kiev pour protester contre la décision prise par le Président Ianoukovitch de ne pas participer à la réunion organisée par l'Union européenne à Vilnius pour la signature du Traité d'association.

Traité d'association contestable avec l'UE

En fait, il y aurait eu une grande surprise si, à ce moment-là, le gouvernement ukrainien avait fait le contraire. Il suffit de considérer l'envergure des relations économiques avec la Russie et celles avec l'Europe. Moscou avait déjà laissé entendre qu'une Union économique avec l'Europe aurait rendu nécessaire la réintroduction des contrôles douaniers avec la Russie et le Belarus, afin de protéger leurs

marchés des produits européens dans le cadre d'un commerce triangulaire. Il aurait également fallu prendre en compte les dettes de Kiev et la fourniture de gaz à l'Ukraine avant d'envisager de couper les liens avec le plus grand partenaire économique de l'époque. Jusque-là, Kiev aurait pu également rester neutre entre l'OTAN et l'*Organisation du traité de sécurité collective* (OTSC), cette dernière sous l'hégémonie de l'antagoniste russe.

Certains gouvernements occidentaux s'opposent à la décision de Ianoukovitch

La décision de Ianoukovitch lui a causé l'inimitié de certains gouvernements occidentaux, en particulier des Etats-Unis et de la Pologne, et déçu les Ukrainiens espérant que l'Accord d'association avec l'UE aurait pu faire disparaître, comme par magie, la corruption généralisée et introduire dans leurs maisons la richesse des ménages européens.

Quel était l'intérêt européen pour cet Accord d'Association, nous en parlerons plus avant. Pour le moment, il suffit d'écouter ce

* Dario Rivolta est chroniqueur pour les informations politiques internationales et conseiller en commerce extérieur. Il est spécialiste des sciences politiques, spécialisé dans le domaine de la psychologie sociale. De 2001 à 2008, il a été député au Parlement italien et vice-président de la Commission des Affaires étrangères. Il a représenté le Parlement italien au Conseil de l'Europe ainsi qu'à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. Il a également été responsable des relations internationales de son parti.

«Le rôle de l'Occident dans ...»

suite de la page 1

qu'en pensait Mme Nuland. A son ambassadeur à Kiev, lui parlant par téléphone, d'une réticence européenne sur la question, sa réponse a été littéralement: «L'Europe allez ...». (L'original de la conversation a été enregistré par certains services non officiellement identifiés et on peut l'écouter sur Internet).

L'implication sérieuse des Etats-Unis est prouvée par les programmes de l'USAID, ainsi que celle d'autres organisations américaines plus ou moins officiellement présentes en Ukraine depuis 2003. Voici quelques programmes tirés du site officiel de USAID [US-Agency for International Development]:

Influence américaine en Ukraine depuis 2003

- Mai 2103/décembre 2016: programme pour la lutte contre la corruption. Il s'agit formellement des tests pour l'admission universitaire des étudiants et des enseignants.
- Juillet 2004/janvier 2018: programme contre la traite des êtres humains. Officiellement centré sur la formation des organismes publics et les ONG pour lutter contre le passage par l'Ukraine des migrants forcés.
- Octobre 2008/septembre 2016: programme pour le renforcement de la société civile. Sur la participation des citoyens au processus d'intégration à l'Union européenne, la surveillance des processus électoraux et la participation des jeunes dans la lutte pour les droits civiques et les droits de l'homme.
- Juillet 2013/septembre 2017: programme en liaison avec le Corps de la Paix ukrainien. Fournitures supplémentaires et spécifiques des financements aux ONG s'engageant dans le soutien de la démocratie et le suivi des décisions des dirigeants.
- Octobre 2009/décembre 2016: programme de renforcement du processus politique en Ukraine.
- Septembre 2011/février 2017: plan d'urgence pour le renforcement des capacités de gestion financière dans les collectivités locales.
- Octobre 2011/septembre 2016: programme dans le secteur de la justice. Primauté du droit et des droits de l'homme.
- Octobre 2011/septembre 2016: programme de promotion au développement des médias pour mieux diffuser les nouvelles et l'information (à qui?).
- Avril 2013/avril 2018: programme de promotion d'une vision stratégique d'une Ukraine stable, démocratique, prospère et intégrée à l'Europe.
- Novembre 2013/novembre 2018: programme pour un Parlement responsable, démocratique et efficace. Soutien du travail des parlementaires.

Contenus trompeurs

On pourrait continuer indéfiniment, parce que les programmes de l'USAID en Ukraine ont été et demeurent vraiment nombreux. En lisant les contenus officiels des programmes, on pourrait penser qu'il s'agit d'une simple aide encourageant la société civile et les progrès du pays. Mais, en regardant le type et le timing des interventions, il est facile d'imaginer qu'il s'agit plutôt d'une manière sournoise de faire des convertis et d'infiltrer, peu à peu, tous les secteurs de la société susceptibles d'être utiles au moment opportun. Dans le même temps, il s'agissait d'obtenir un minimum de consensus avec la distribution de salaires et de promesses.

Des voix critiques s'expriment aussi aux Etats-Unis

Parmi les observateurs critiques, ne se trouvent pas que des ennemis des Etats-Unis, si l'on considère les propos formulés en mars 2014 (après l'aboutissement du coup d'Etat contre M. Ianoukovitch) d'un parlementaire de longue date et candidat aux élections primaires du Parti démocrate pour les Présidentielles. Répondant à la question sur ce qu'il ferait face à l'Ukraine, s'il était élu président, *Dennis Kucinich*, interrogé par *Fox News*, a déclaré: «Ce que je ferais serait de ne pas utiliser l'argent des citoyens américains pour chercher à renverser un gouvernement régulièrement élu en Ukraine, ce

qu'ils ont fait à travers l'USAID et le *National Endowment for Democracy*. Je n'aurais pas forcé les Ukrainiens à faire un pacte avec l'OTAN contre leurs intérêts ou à signer un accord avec l'Union européenne, qui est également contraire à leurs intérêts». *Kucinich* a ajouté que la CIA a participé activement à des actions du gouvernement américain ayant pour but de «créer des problèmes en Ukraine ...».

Avancée de l'OTAN vers l'Est dans l'intérêt du complexe militaro-industriel

Il est également intéressant d'entendre aujourd'hui les propos de *Lawrence Wilkerson* dans une interview avec le réseau TV MSNBC. *Wilkerson* était bien informé après avoir été professeur d'université et chef de Cabinet de *Colin Powell*. Dans l'interview en question, il a rappelé qu'à la fin de la guerre froide, *Bush senior* et *James Baker* avaient rassuré *Chevardnadze* et *Gorbatchev* sur le fait que l'OTAN ne favoriserait pas une avancée vers l'Est. C'est à l'instigation de

«Ce que je ferais serait de ne pas utiliser l'argent des citoyens américains pour chercher à renverser un gouvernement régulièrement élu en Ukraine, ce qu'ils ont fait à travers l'USAID et le National Endowment for Democracy. Je n'aurais pas forcé les Ukrainiens à faire un pacte avec l'OTAN contre leurs intérêts ou à signer un accord avec l'Union européenne, qui est également contraire à leurs intérêts.» (*Dennis Kucinich*)

Lockheed Martin et d'autres groupes impliqués dans les ventes d'armes aux pays d'Europe centrale et orientale que la Géorgie et l'Ukraine auraient déjà dû être membres de l'OTAN. (N'oublions pas que ce n'est que grâce à l'opposition de certains pays européens que *Bush fils* n'a pas pu accomplir son plan d'officialiser l'adhésion de ces deux pays dans l'Organisation atlantique, lors de la réunion de l'OTAN à Bucarest en avril 2008).

La réaction russe était prévisible

Au cours de l'interview, *Wilkerson* a ajouté: «Quiconque connaît l'histoire de la Russie et l'histoire de l'Empire, quiconque comprend les questions politiques et le pouvoir, aurait pu deviner que le président *Poutine* agirait en Ukraine une fois que nous aurions installé un groupe de personnes pour mener un coup d'Etat, ce que nous avons fait.» Puis, avec une honnêteté intellectuelle admirable, il a conclu: «Si j'étais à la place de *Poutine*, j'aurais fait exactement la même chose et si quelqu'un affirme que cela n'était pas prévisible, c'est un fou ou un menteur.»

Les Etats-Unis aussi contre l'UE

Au cours de sa conversation avec *Geoffrey Pyatt*, l'ambassadeur américain à Kiev, Mme Nuland a même mentionné les noms de ceux qui auraient dû être membres du nouveau gouvernement ukrainien et qui il fallait choisir parmi la «canaille» (Ce sont ses mots!). En ce qui concerne l'attitude des pays européens, elle l'a jugée comme étant une «ingérence incompétente» et de là ses termes offensants. Probablement, il y avait, de son point de vue, quelques raisons puisque l'Allemagne et la France, au lieu d'imposer l'expulsion de M. *Ianoukovitch*, cherchaient une solution de compromis, une sorte de «solution» électorale, hypothèse contre laquelle les Américains étaient intervenus.

En fait, les pays européens et la Grande-Bretagne, voulaient un changement de gouvernement radical, mais imaginaient un processus lent plus respectueux des apparences.

Influences allemandes à l'encontre des pratiques diplomatiques

Il faut noter que l'Allemagne dispose d'un système de financement des partis passant par des Fondations et tous les partis allemands ont au moins une structure de référence de ce type. Les sociaux-démocrates comptent sur la *Friedrich Ebert Stiftung* et les chrétiens-démocrates sur la *Konrad Adenauer Stiftung*. Cette dernière a été la plus active en Ukraine depuis 2011, après qu'a été officialisé un accord (avec les financements annexes) avec *Alliance démocratique ukrainienne pour la*

réforme (UDAR), parti d'opposition dirigé par l'ancien boxeur *Vitali Klitschko*. Il avait été identifié par les Allemands comme le futur dirigeant du pays. Mais les Américains avaient d'autres plans. Il est ainsi devenu «uniquement» maire de Kiev pour la deuxième fois et président du bloc politique de référence de *Porochenko*. L'intervention de la Fondation *Konrad Adenauer* dans les affaires de l'Ukraine a été clairement hostile au gouvernement au point d'inviter *Klitschko* au Congrès de la CDU en décembre 2012 en tant qu'hôte privilégié et de lui organiser de nombreuses rencontres et autres entretiens avec des journalistes et des dirigeants politiques. A cette occasion, il a rencontré le Ministre allemand des Affaires étrangères d'alors *Guido Westerwelle* et le conseiller en politique étrangère de Mme *Merkel*, *Christoph Heusgen*. Ces rencontres ont ensuite eu lieu à plusieurs reprises jusqu'à ce que *Westerwelle* vienne à Kiev pour le rencontrer, alors que les émeutes avaient déjà débuté. Durant cette période, le ministre allemand, à l'instar

de Mme Nuland, a violé toutes les procédures diplomatiques; avant de rencontrer les représentants légitimes du gouvernement en place, il s'est rendu sur la place *Maïdan* pour soutenir les manifestants.

Les tireurs d'élite du Maïdan – formés en Pologne

Les Allemands n'étaient pas les seuls à s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Ukraine, délibérément et sans y être invités. Même le ministre français des Affaires étrangères *Laurent Fabius* a officiellement invité le boxeur à Paris mais, en raison de l'aggravation des émeutes, la réunion n'a jamais eu lieu et a été remplacée par une conversation téléphonique. Pour leur part, les Polonais sont allés encore beaucoup plus loin. Non seulement ils ont soutenu les manifestants (le ministre des Affaires étrangères *Sikorski* allant jusqu'à comparer *Klitschko* à *Walesa*), mais il semble qu'ils ont fourni des agents provocateurs qui allaient se mélanger avec des gens ordinaires sur les places. Cette situation a été dénoncée par l'une des candidates aux dernières élections polonaises à la Présidence, *Janusz Korwin-Mikke*: «Le *Maïdan* était également notre opération. Des tireurs d'élite ont été formés en Pologne et leur but était de causer d'autres troubles». Il faisait allusion aux tirs sur des policiers et sur la foule par des individus n'ayant jamais été officiellement identifiés, ayant tué plusieurs personnes et déclenchant la précipitation des événements.

Des manifestations «spontanées» si bien organisées

Un journaliste américain présent à Kiev pour des raisons professionnelles pendant les soulèvements a eu l'occasion, par la suite, de me dire qu'il n'avait jamais assisté à des manifestations «spontanées» si bien organisées. Il faudrait se demander qui a payé et comment, les nombreuses tentes et la nourriture, soigneusement et régulièrement distribuée aux manifestants.

Le fait que ces événements n'étaient en rien spontanés est désormais établi. Le renversement de M. *Ianoukovitch*, planifié de longue date par les Etats-Unis, est maintenant tout aussi clair. Demeure à présent la question suivante: pourquoi a-t-on, également en Europe, participé à des événements nous ayant fait courir le risque de créer des conditions conflictuelles transcendant les limites géographiques locales? Toute personne connaissant la politique sait que l'Ukraine ne représente aucune importance stratégique pour les pays européens, car, dans le meilleur des cas, c'est en Russie qu'on discerne les racines historiques de son existence en tant

qu'Etat et, dans le pire des cas, c'est un «Etat tampon» indispensable pour la sécurité des Européens.

Pourquoi l'Ukraine doit-elle absolument devenir membre de l'UE?

Bien que la plupart des Européens éprouvent des sentiments favorables à l'égard des Ukrainiens, personne ne peut imaginer la raison pour laquelle ils devraient devenir membres de l'Union européenne. Il s'agit d'un pays de presque 50 millions d'habitants à très faible revenu, avec une économie principalement orientée vers le marché russe, disposant de produits locaux peu compétitifs et facilement pulvérisés dans un marché commun avec les pays européens. Etant donné les graves problèmes économiques et financiers du sud de l'Europe, pourquoi diable devrait-on trimballer une énorme dette publique et un tissu industriel faiblement compatible avec le nôtre? Pourquoi nous créer des problèmes avec la Russie qui est, au contraire, très prometteuse en termes de débouchés pour nos produits et notre savoir-faire?

L'Europe soumise au chantage

La Pologne et les pays Baltes veulent à tout prix «se protéger» de la proximité avec la Russie, craignant de potentielles ambitions agressives. Sous les encouragements américains, ils ont soumis le reste de l'Europe à un chantage favorisant le «partenariat», dont le renoncement a provoqué les protestations populaires. Toutefois, il est évident pour tout observateur honnête et de bon sens que non seulement les Russes n'ont aucun intérêt, mais surtout ne peuvent se permettre un acte d'agression contre un pays déjà membre de l'Union européenne.

Les Allemands jouent sur deux tableaux

A propos de l'Ukraine, les Allemands et d'autres ont toujours joué sur deux tableaux: d'une part, ils veulent exercer leur hégémonie économique et politique sur l'Europe orientale et, par conséquent, ils demeurent dans ce domaine en concurrence avec Moscou. D'autre part, la Russie est un partenaire économique très important; ils cherchent à ménager la chèvre et le chou. Dans toutes les réunions internationales la chancelière *Merkel* répète la nécessité absolue de maintenir les sanctions en place, tandis que son adjoint *Sigmar Gabriel* et l'actuel ministre des Affaires étrangères *Frank Walter Steinmeier* assistent à chaque réunion se déroulant en Russie en réaffirmant l'inévitable et nécessaire coopération entre les deux pays.

Pris entre le jeu des Allemands et l'hystérie de la Baltique-polonaise les autres pays européens, orphelins d'un grand homme d'Etat, sont soumis à la volonté et aux intérêts d'autrui. Et en attendant, les économies souffrent et les marchands d'armes se frottent les mains, spéculant sur les affaires futures. ●

¹ (www.informationclearinghouse.info/article37599.htm) «Victoria Nuland admet: les Etats-Unis ont investi 5 milliards de dollars dans le développement des institutions démocratiques ukrainiennes». 13/12/2013

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Effervescence dans les relations germano-russes?

Ça bouge dans les relations entre l'Allemagne et la Russie. Même l'ancien secrétaire d'Etat allemand Willy Wimmer, ayant commenté ces dernières années la politique allemande envers la Russie avec une lucidité impressionnante, parle, dans une interview accordée au site Internet «World Economy»,¹ d'un «signal de nature spécifique».

km. Willy Wimmer a réagi ainsi à la visite à Moscou du ministre-président bavarois et président de la CSU Horst Seehofer et à ses rencontres avec le président russe Vladimir Poutine. Wimmer: «Il s'agit là de la forme de collaboration la plus estimée en Allemagne par le plus grand nombre de personnes. Il faut démontrer que nous nous projetons non pas dans un rôle réductible à celui de prisonniers de l'OTAN, mais nous nous efforçons plutôt d'entretenir de bonnes relations avec nos voisins, grands ou petits. Cette image de visites communes – d'un côté, celle de Mme Merkel à Washington, de l'autre, celle de M. Seehofer à Moscou – a démontré que quelque chose bouge en Allemagne, et cela dans un sens tenu pour juste pour les citoyens allemands.

Cette double visite est, peut-être, le premier signe de l'incertitude régnante à Washington concernant l'évolution des Etats-Unis, et d'en profiter ici à Berlin pour donner de nouveaux signes en vue d'en finir avec la situation européenne et donner des indications factuelles sur la façon dont nous envisageons notre avenir. C'est un signe d'un genre particulier, qui mérite qu'on lui accorde une attention spéciale.»

Edmund Stoiber en faveur d'une entente avec la Russie

Il est à noter que Willy Wimmer a accordé cette interview justement le même jour où l'ancien ministre-président bavarois Edmund Stoiber tenait le discours d'ouverture² d'une cérémonie du Forum germano-russe à Berlin et plaidait pour un rapprochement entre l'Allemagne et la Russie. Stoiber a commencé par une citation de 1974 de l'ancien ministre-président bavarois et président de la CSU Franz Josef Strauss: «Lorsque l'Allemagne et la Russie avaient de bonnes relations, cela a toujours été une bonne période pour l'Europe, alors que lorsque ce n'était pas le cas, c'étaient des temps difficiles.» Par cette formule, il faisait allusion aux événements de la Seconde Guerre mondiale. Après cette guerre, les deux peuples, Russes et Allemands, se sont donnés «la réponse historique du «plus jamais ça»». Puis, il ajouta: «Cela compte encore aujourd'hui comme une leçon de l'histoire qui ne doit pas être oubliée!»

«La Russie est une puissance mondiale» – Critique du président américain Obama

Dans ces réflexions sur la situation actuelle, Edmund Stoiber a introduit d'autres accents que ceux dont la politique allemande est coutumière ces derniers temps. Pour lui, la Russie est «sans aucun doute une puissance mondiale», et dans pratiquement tous les enjeux internationaux, la Russie «est également un élément de la solution»: «Sans la Russie, il n'y aurait pas [...] de cessez-le-feu en Syrie.» La Russie joue même «un rôle central dans les pourparlers pour la fin des hostilités en Syrie, au contraire des Etats-Unis et de l'UE». «L'accord avec l'Iran n'aurait également pas été conclu sans la Russie.»

Stoiber a critiqué la position de l'ancien président américain Obama. La déclaration selon laquelle la Russie ne serait qu'un pouvoir régional, a beaucoup contribué «à l'éloignement grandissant entre les puissances nucléaires USA et Russie. Cela a été une des déclarations les moins sensibles et les plus fausses d'un président américain.»

Les sanctions portent préjudice aux deux parties

Pour l'ancien ministre-président bavarois, c'est un fait, «que les sanctions contre la Russie nuisent aux deux parties». En cela, il s'exprime implicitement contre les sanctions et complète: «Il n'y a pas de plus grand garant de la paix que les intérêts mutuels et les relations économiques renforcées.»

C'est là l'élément-clé de son discours. Suit une formulation remarquable correspondant à l'analyse de Willy Wimmer: «Face à l'arrière-plan du nouveau protectionnisme d'Outre-Atlantique, nous ne devrions nous imposer aucun tabou artificiel de la pensée. Une étude de l'ifo-Institut a démontré les avantages évidents de croissance par un accord de libre-échange globale entre l'UE et la Russie.»

Fritz Pleitgen de la radio WDR est tout à fait d'accord avec Edmund Stoiber

Il faut aussi noter qu'Edmund Stoiber est intervenu lors de la célébration honorant Fritz Pleitgen, l'ancien rédacteur en chef de la Radio WDR, ce que la personne honorée a commenté avec beaucoup d'humour: «Qui aurait pensé qu'un jour nous serions aussi proches! Lui, le chef de la Bavière «noire», et moi, de la «radio rouge» WDR. On voit que la Russie est pour quelque chose dans ce rapprochement. C'est elle qui s'est occupée de l'entente.»³

Fritz Pleitgen a critiqué le déplacement des troupes allemandes à proximité de la frontière russe: «Serions-nous contents de voir les troupes russes se rapprocher tout près de nos villes?» Et d'ajouter: «Je ne crois pas qu'Helmut Kohl avait en vue d'arborer la croix noire de la Bundeswehr sur les véhicules blindés de

l'OTAN à la frontière russe, quand il négocia l'unité allemande avec Gorbatchev et l'adhésion de la République fédérale à l'OTAN. Si nous commençons à opérer des mouvements de troupes afin de vouloir renforcer notre politique, alors nous allons arriver rapidement au dernier pas.»

A propos de la politique de sanctions, il a déclaré: «Depuis trois ans, l'Union européenne pratique une politique de sanctions. Il est grand temps d'en faire la révision. Qu'ont-elles apporté ces sanctions? Rien, à part la défiance, ce qui devrait l'orienter dans une direction plus adaptée. Quand quelque chose ne fonctionne pas, alors on doit l'abandonner.»

Matthias Platzeck entrevoit l'amélioration des relations germano-russes dès 2017

Les deux déclarations, celle d'Edmund Stoiber et celle de Fritz Pleitgen, ont rendu optimiste le président du Forum germano-russe, l'ancien président du SPD et ministre-président de Brandebourg Matthias Platzeck. Dans une interview avec l'édition en langue allemande de l'émetteur russe Sputnik du 21 mars 2017,⁴ il a déclaré qu'il compte dès cette année sur une amélioration des relations germano-russes. Aux signes précédents, s'ajoute la visite qu'effectuera en mai prochain la chancelière allemande à Moscou ainsi qu'au fait que le nouveau président fédéral «a distinctement fait savoir qu'il mettra probablement fin à ce long intervalle sans visite d'un président fédéral allemand à Moscou».

En se basant sur l'expérience de la politique d'ouverture avec l'Est d'Egon Bahr et de Willy Brandt, Matthias Platzeck plaide pour une mise en pratique de l'art du traitement des problèmes qui actuellement ne trouvent pas de solution, de les mettre «simplement de côté et de se consacrer aux défis pour lesquels on peut travailler en commun, développer la coopération et élaborer un travail commun.»

«L'Europe doit prendre garde à ne pas se trouver isolée»

Matthias Platzeck soutient les réflexions stratégiques formulées par Willy Wimmer et Edmund Stoiber: «Il y a aussi des défis géopolitiques, et l'Europe doit prendre garde pour ne pas un jour se retrouver isolée. On observe des tendances isolationnistes aux Etats-Unis, il y a un centre du pouvoir en Extrême-Orient avec la Chine. Et soudainement, nous nous retrouvons seuls. Le rapprochement de la Russie à notre égard est de notre intérêt. Il ne faut pas que dans une ou deux décennies, nous perdions la Russie à la Chine.

A la fin de l'interview, Matthias Platzeck a souligné que l'Europe et le monde se trouvaient devant d'énormes tâches: «Sans la Russie ou contre la Russie, nous ne serons jamais capable de résoudre tous ces problèmes.»

Les défis devant lesquels nous nous trouvons ne souffrent aucun délai. Et d'ajouter avec beaucoup de sérieux: «Nous ne devrions pas embellir le monde: l'aliénation entre l'Allemagne et la Russie se renforce, les connaissances mutuelles diminuent. Cela est lié à un potentiel de danger élevé, car toutes sortes de fausses nouvelles peuvent prendre de l'ampleur très rapidement, ce qui présente des dangers d'effervescence majeurs. C'est pourquoi je suis d'avis qu'il n'y a pas de temps à perdre.»

Alexander Rahr: seules les élites allemandes se sont éloignées de la Russie

Cela correspond aux déclarations faites par le spécialiste allemand de la Russie Alexander Rahr dans un entretien avec la chaîne Sputnik le même jour.⁵ M. Rahr a travaillé pendant de nombreuses années en tant qu'expert de la Russie pour l'influente Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), connue aussi sous le nom de German Council on Foreign Relations.

Rahr pense que «les relations entre l'Allemagne et la Russie n'ont, depuis plusieurs décennies, jamais été aussi mauvaises qu'actuellement», même «plus mauvaises que pendant la guerre froide». Et cela, bien que l'Europe n'ait pas d'autre choix «que de créer une Europe commune avec la Russie». Le problème dans les relations germano-russes «n'est pas Mme Merkel» et certainement pas non plus la grande majorité de la population allemande – celle-ci n'étant ni antirusse ni russophile –, «mais une grande partie des élites allemandes qui se sont totalement éloignées de la Russie.» Toujours plus de représentants des élites d'une partie des pays européens, «avant tout occidentaux et d'Europe centrale orientale [veulent] une Europe sans Russie». Rahr met en cause une telle voie, car personne ne sait si une nouvelle guerre froide «se terminera de manière aussi pacifique que la première».

Il est d'autant plus important et urgent que le mouvement qui regroupe Willy Wimmer, Matthias Platzeck, Edmund Stoiber, Fritz Pleitgen, Alessandro Rahr et tant d'autres obtienne davantage de soutien.

¹ www.world-economy.eu/pro-contra/details/article/k-frage-keine-winterstiefel-oder-zu-leise-stimme vom 20.3.2017

² www.deutsch-russisches-forum.de/portal/wp-content/uploads/2017/03/Rede_Dr.-Edmund-Stoiber_Festveranstaltung-Deutsch-Russisches-Forum-e.V.pdf

³ www.deutsch-russisches-forum.de/portal/wp-content/uploads/2017/03/Dankesrede_Fritz_Pleitgen_Dr.-Friedrich-Joseph-Haass-Preis_2017.pdf

⁴ <https://de.sputniknews.com/politik/20170321314978814-russland-platzeck-tauwetter/>

⁵ <https://de.sputniknews.com/politik/20170321314974213-ostpolitik-tot-rahr-europa-russland/>

Nikolai Starikov: La tragédie de l'Ukraine – un journal géopolitique

par Barbara Hug



Nikolai Starikov est le président du parti russe Grande Patrie, écrivain, historien et directeur de la chaîne de télévision étatique russe Pervy Kanal, division de Saint-Petersbourg. La

liste de ses publications est longue. Peu sont traduites en allemand ou en anglais. Une traduction en allemand de son œuvre complète est prévue par George Farafanov, à qui nous devons déjà l'édition allemande de «La tragédie de l'Ukraine – un journal géopolitique». D'autres traductions déjà parues sont «Who set Hitler against Stalin» et «Rouble Nationalization – the Way to Russia's Freedom».

Qu'est-ce qui caractérise le mieux les livres de Starikov? Ils présentent des analyses sans compromis et précisément ciblées d'événements actuels et historiques. Personne ne peut mettre en doute leur véracité, car les faits sont bien recherchés et témoignent d'une étude approfondie des archives.

Les insurrections soi-disant si spontanées comme le «printemps arabe» de 2011 étaient pour lui probablement le motif de s'intéresser aux événements en Ukraine pendant le Maïdan de fin 2013 à avril 2014. Nous expo-

sons quelques éléments de l'analyse de Starikov.

Selon lui, la Russie a changé sa stratégie de politique extérieure depuis l'année 2000. Ce changement commença par l'Ukraine. La réussite dans la lutte contre les terroristes dans le Caucase – en Tchétchénie – et l'opposition à l'agression des Etats-Unis contre l'Irak en étaient les premiers signes. Avec l'intervention en Syrie, l'accueil d'Edward Snowden et son positionnement face à l'Ukraine, la Russie a pu réaliser à son compte quelques succès dans sa politique extérieure. Sur le parquet diplomatique, la Russie a quitté la position défensive. Elle a conclu des accords économiques avec l'Ukraine. Dans la conséquence, c'étaient les oligarques ukrainiens qui étaient opposés à l'intégration dans l'«Europe». L'Occident ne pouvait rien leur proposer, et le prix bas du gaz russe était un argument de poids. La Russie ne voulait pas avoir affaire avec une Ukraine où Bruxelles impose sa loi. Puis, on lit un exposé chronologique des événements conduisant jusqu'au renversement du gouvernement ukrainien. Mais en 2014, il fut aussi manifeste que le gouvernement de l'Union européenne ne poursuivait pas

le but d'un élargissement de l'UE en intégrant l'Ukraine en tant que membre, mais il s'agissait plutôt d'une transformation de son territoire en colonie. Les colonies ne se trouvent jamais sur un pied d'égalité avec la métropole; elles ne doivent que fournir des ressources. Il était prévu que les banques américaines et les multinationales puissent piller l'Ukraine. En outre, les Etats-Unis voulaient rapprocher ses bases militaires des frontières russes par le biais de l'OTAN.

Starikov précise en tant qu'historien que le scénario des révolutions reste inchangé depuis des siècles. C'est la reprise violente de points de repère du gouvernement. L'embrassement des émotions lors des événements récents en Ukraine était, selon lui, inhabituel. Jamais, auparavant, les combattants radicaux avaient été prêts à tuer. Mais l'Etat n'a pas assumé sa responsabilité et n'a pas sanctionné les tentatives de son renversement. Au contraire, il a fermé les yeux devant les organisations nazies, les camps d'entraînement des combattants, les marches et les défilés aux flambeaux des militants de Bandera. Le scénario classique du Maïdan a pu s'élargir et se généraliser. L'Occident attisait énormément les émotions. Il fallait liquider l'Ukraine dans

sa forme actuelle, il fallait chasser la Russie de la géopolitiquement importante presqu'île de la Crimée et il fallait semer le chaos en Russie à l'aide de l'Ukraine.

Les explications de Starikov pointent beaucoup plus loin que l'Ukraine. C'est un manuel pour quiconque sait et aime lire et ne veut pas sombrer dans la bredouille des médias télévisés. Le lecteur sera désillusionné en lisant comment Starikov juge la politique des Etats-Unis:

«Tout président américain conduira exactement la même politique. Les électeurs américains peuvent le stopper, mais après il y en aura un autre au pouvoir qui continuera également à faire la guerre.» Seul le regard clair nous rend forts et opérationnels. Grand merci à Starikov. La perspective: le continent eurasiatique, qui est en train de se souder, peut mettre fin à cette ère de l'histoire de l'humanité.

Ce livre est disponible en librairie ou auprès de Friederike Beck, Zentrale Friedenspolitik, Eschwege/Werra, zentrale.friedenspolitik@gmx.de.

Starikov, Nikolai. Die Tragödie der Ukraine – ein geopolitisches Tagebuch. 1^{re} édition 2015. Verlag Zentrale Friedenspolitik Eschwege/Werra, 200 pages, 17.– CHF

«C'est à nous de décider»

Le droit à la votation populaire contraignante doit être inclus dans la Constitution fédérale autrichienne

La 40^e initiative populaire [*«Volksbegehren»*] de la Deuxième République (Titre: «C'est à nous de décider») exige une notion fondamentale: l'inscription dans la Constitution fédérale autrichienne de l'initiative populaire en tant que droit inconditionnel des électeurs.

Avec un minimum de 100 000 voix d'électeurs, il doit être possible à l'avenir d'imposer une votation populaire concernant un projet législatif. Les initiatives populaires, actuellement non contraignantes, pourront être transformées en votations contraignantes. Auparavant, le Parlement devra s'exprimer dans un délai de six mois.

Situation initiale

1. De nombreux politiciens estiment devoir s'en tenir en premier lieu aux intérêts de leurs partis (maintien ou gain de pouvoir).
2. Ainsi, le principe démocratique de l'art. 1 de la Constitution fédérale (démocratie parlementaire ou représentative) est édulcoré.
3. La volonté populaire n'est donc pas suffisamment représentée. Dans la situation actuelle, nombreux sont celles et ceux qui se sentent abandonnés et impuissants face à un système politique autrichien perfectionné, s'appuyant sur des spécialistes en communication, poursuivant une vie à part, bien loin des intérêts réels de la population.

L'impuissance peut mener à des comportements extrêmes – c'est ce qu'il faut empêcher en renforçant la démocratie!

Se contenter d'élire le Parlement tous les cinq ans (élections du Conseil national) est insuffisant pour une réelle démocratie honnête et mature. Les propositions gouvernementales en faveur d'une «initiative populaire nouvelle» ne sont pas acceptables.

Ce qu'il nous faut

Notre démocratie a besoin de décisions prises et portées conjointement par les citoyennes et citoyens et leurs représentants au Parlement.

Naturellement, il ne s'agit pas d'évincer le Parlement! Il s'agit d'offrir à la population la possibilité d'intervenir dans les décisions parlementaires quand celles-ci ne reflètent pas la volonté de la majorité des citoyennes et citoyens.

La possibilité d'empêcher par un vote populaire un projet de loi parlementaire a pour but de motiver nos représentants à tenir davantage compte de la population, ce qui ne correspond en rien à la réalité actuelle. Il s'agit de la tenir informée et de l'impliquer dès la préparation des projets.

Ainsi, on peut empêcher des processus décisionnels non démocratiques.

Perspectives d'avenir

Quelles sont les nouveautés?

1. *L'aspect révolutionnaire de l'initiative populaire «C'est à nous de décider» est le fait qu'à l'avenir, les électeurs pourront imposer des votations.*

Si 100 000 électeurs l'exigent, une votation populaire devra précéder la mise en œuvre d'une loi. Seules exceptions demeurent les cas d'urgence, où le pays est en danger. Actuellement, ce procédé n'existe pas.

2. *Le Conseil national doit prendre une décision dans les six mois concernant une telle initiative populaire. Cette décision est également soumise à la votation populaire.*

Si 100 000 électeurs l'exigent, chaque décision parlementaire finale doit pouvoir être soumise à la votation populaire. Pour assurer cette possibilité, un délai maximum de six mois pour le traitement des initiatives populaires sera entériné dans la Constitution. Ainsi, les initiatives populaires ne seront plus facultatives et ne pourront plus être traitées à la légère.

Actuellement, le Parlement est tenu de traiter une initiative populaire, mais pas de prendre une décision. Donc elles sont non contraignantes.

Notre objectif: pas de lois allant contre la volonté des citoyennes et citoyens.

La seule possibilité de pouvoir exiger une votation populaire contre des décisions par-

lementaires (droit d'opposition) est l'équivalent d'un *carton jaune*, capable de retenir le Parlement de prendre des décisions allant à l'encontre de la volonté majoritaire des électeurs.

Au plus tard après la décision gouvernementale, voire même avant, les projets doivent être discutés intensément avec les parties intéressées de la population. Si cela n'a pas lieu et si le Parlement prend des décisions sans rallier une majorité des citoyennes et citoyens, alors c'est le *carton rouge*, sous forme d'un veto contre la décision parlementaire par une votation populaire.

Les détails d'importance doivent être réglés par des lois d'application. Voir à ce sujet les lois d'applications en vigueur des *Länder* où il y a déjà des possibilités de correction. (p. ex. La Basse-Autriche, le Burgenland ou le Vorarlberg).

«Instrument de précision»

Grâce à ces nouvelles dispositions, nous Autrichiens, nous obtiendrons un *instrument réellement démocratique et contraignant* que nous pourrions utiliser, le cas échéant, lors d'échéances cruciales à l'avenir ou pour rectifier des décisions politiques.

Cela est d'une *grande importance politique et sociale* pour l'avenir de notre démocratie. Pourquoi? Parce que, malgré les grandes promesses politiques, notre pays ne progresse pas, et ceci dans de nombreux domaines d'importance fondamentale.

Nous autres citoyennes et citoyens obtiendrons ainsi l'impact qui devrait aller de soi dans une démocratie.

Qui sont les auteurs de cette initiative?

L'association ACHT (www.acht-austria.com) – indépendante, hors parti, totalement incorruptible.

Nous voulons que le pouvoir vienne réellement du peuple, dans l'esprit d'une démocratie véritable et honnête.

Remarques finales

1. Les votations populaires contraignantes sont déjà prévues dans de nombreuses

Texte de l'initiative populaire

Complément à l'art. 43 B-VG

[Constitution fédérale]:

Une votation populaire doit également avoir lieu sur un projet de loi lorsqu'au moins 100 000 électeurs du peuple fédéral l'exigent. En outre, une votation populaire doit avoir lieu concernant un projet de loi ou une autre décision du Conseil national, prise dans les six mois, concernant la liquidation d'une initiative populaire, si 100 000 signataires de l'initiative populaire ou d'autres électeurs la réclament.

Complément à l'art. 46 al. 3 B-VG:

Cette loi constitutionnelle réglera également les cas où la votation populaire sur un projet de loi doit être proscrite s'il y a péril en la demeure.

(Traduction Horizons et débats)

Constitutions, également dans celles des *länder* autrichiens.

2. Le gouvernement actuel s'est engagé dans son programme à offrir davantage de participation au peuple: «La coalition reconnaît la nécessité d'un complément sérieux à la démocratie représentative par des dispositions de démocratie directe.»

Nous n'exigeons donc rien d'«impossible», voire d'«absurde», mais tout simplement que la coalition honore ses promesses.

Personnes responsables:

Thomas Rathhammer, président de l'association ACHT

Karl-Heinz Plankel, avocat, président adjoint et porte-parole de l'association ACHT

Heinz Wohlmeyer, trésorier de l'association ACHT

Karl Lengheimer, constitutionnaliste

Contact: Karl-Heinz Plankel, avocat, A-1010 Wien, Bartensteingasse 16/11. Tél.+43 1 402 09 25
kanzlei.wien@anwaelte-dornbirn.at

www.acht-austria.com

(Traduction Horizons et débats)

Retour à la case départ

Le Conseil fédéral a atteint ses limites dans les négociations avec l'UE

RI. Les négociations actuelles de la Suisse concernant un «accord-cadre institutionnel avec l'UE» ressemblent à une courbette non sollicitée avec des conséquences imprévisibles. Sans nécessité, on prévoit d'octroyer des jugements définitifs, sur des questions concernant uniquement notre pays, à un tribunal étranger faisant partie d'une structure anti-démocratique.

L'UE n'est pas démocratique

C'est officiel: l'UE n'a pas de structures démocratiques. Elle n'en a jamais eu et n'en a pas développé au cours de plusieurs décennies. Elle n'est tout simplement pas démocratique.

L'UE est une entité supranationale enlevant tout pouvoir à ses Etats membres démocratiques et accaparant de plus en plus de compétences. Dans les Etats membres de l'UE, 80% des lois ne sont plus décidées par les parlementaires élus à cette fin, mais par Bruxelles. Voilà une marginalisation totale des citoyens.

Un club de débats fortement subventionné

Le Parlement européen lui-même est un club de débats fortement subventionné – avec tous les agréments nécessaires pour apaiser les consciences –, mais, sans réel pouvoir. Les lois sont rédigées ailleurs.

Depuis des décennies, des affaires de corruptions secouent l'UE bruxelloise. Depuis de longues années, les comptes annuels n'ont plus été approuvés.

Grâce à l'«excellent» travail des cabinets de communication, le public n'entend plus parler ...

Jurisprudence sans

légitimation démocratique par la base

Nous savons qu'à la *Cour de justice des Communautés européennes* (CJUE), des juristes de différents pays de l'UE, de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce, de l'Estonie, de la Bulgarie, de la Roumanie, etc. décident des affaires internes d'autres pays de l'UE, dont ils ne connaissent guère la législation, le droit et les traditions. La Justice est rendue selon les règlements et les lois émanant d'une énorme machine bureaucratique.

L'«accord-cadre institutionnel entre la Suisse et l'UE» fait dépérir notre système gouvernemental et l'autodétermination de notre pays. Les juges bruxellois – nommés et non élus – doivent rendre un jugement sans réelles connaissances du pays et du peuple.

Le fait que certains membres du Conseil fédéral et leurs hauts fonctionnaires favorisent le rattachement à l'UE n'est plus guère compréhensible compte tenu des développements actuels:

- l'UE est de toute façon en train de se désintégrer (Brexit),
- la politique financière de l'UE est à son terme: la Grèce doit faire face à la faillite. Les finances publiques de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal et de la France exploseront à la prochaine hausse des taux d'intérêts,
- la BCE crée de l'argent sans fin. Une inflation expropriant les citoyens est prévisible,
- en matière de politique militaire, l'UE est en route pour dilapider son «dividende de paix». Elle est étroitement liée à l'OTAN et participe aux opérations en Ukraine, en

Syrie, en Afghanistan et en d'autres foyers de crise dans le monde. Elle semble vouloir mener une politique de grande puissance et d'imposer ses intérêts économiques par les armes.

Les milliards des contribuables suisses ne suffisent-ils pas encore?

Le Conseil fédéral veut-il vraiment lier encore davantage notre pays à ce projet néfaste?

- Les milliards des contribuables pour le «Fonds de cohésion de l'UE» ne suffisent-ils toujours pas?»
- Ne suffit-il pas que la volonté du peuple soit déjà violée à bien d'égards au profit de l'UE?
- Ne suffit-il pas que nous reprenions, depuis des années, insidieusement un droit communautaire inapproprié?

La Suisse ne dépend pas de l'UE

Contrairement à l'impression répandue par le Conseil fédéral, la Suisse ne dépend pas de l'UE:

- Nous pouvons mener nos projets de recherche internationaux à moindre frais qu'avec l'UE.
- Nos centrales hydroélectriques n'ont pas besoin de l'énergie éolienne ou solaire de l'UE.
- Sur le plan économique, la Suisse est très bien placée et ne doit pas craindre d'éventuelles pressions des gouvernements allemands ou français.
- Nous savons parfaitement gérer nos fonds et ceux de nos clients, sans que les «contrôleurs» des dettes publiques de pays voisins viennent nous espionner.

Les négociations avec l'UE doivent être des échanges entre partenaires égaux et non pas entre un petit enfant et son maître capricieux et tyrannique.

Revendications à l'encontre de l'UE

Cette entité non démocratique ne sera jamais un modèle pour notre pays. Concernant *Pascal Baeriswyl*, secrétaire d'Etat du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) et coordonnatrice des négociations avec l'UE, on attend qu'elle exige au minimum les revendications suivantes:

- L'UE doit devenir démocratique.
- Les citoyens doivent à nouveau obtenir tous leurs droits.
- Les activités de la Commission européenne doivent devenir transparentes.
- L'UE doit être militairement et politiquement neutre. Une éventuelle armée doit être purement défensive.
- L'élection des juges doit se faire selon les règles démocratiques.
- Le droit doit être appliqué et ne peut pas être évincé par certains politiciens.

Si l'UE est capable de remplir ces quelques revendications minimales, alors des négociations avec la Suisse sur une éventuelle coopération plus étroite pourraient avoir un sens.

Nous souhaitons vivement aux dirigeants de l'UE d'éviter de mener le peuple dans la ruine économique totale et de ne pas transformer l'Europe en un champ de bataille militaire.

De par son pouvoir exclusif de décision, la délégation des négociateurs suisses outre-passe ses compétences puisqu'elle ne représente plus la voix des citoyens. Donc, retour à la case départ!

Quelle attitude en matière de politique extérieure pour la Suisse?

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Il est vrai qu'il n'est pas toujours facile pour la Suisse et ses représentants politiques et diplomatiques de s'en sortir dans la vie quotidienne européenne, et à plus forte raison lors de pourparlers contractuels comme petit Etat – aussi indépendant que possible –, face à la prédominance de l'UE. Confrontés à des politiciens étrangers de toutes sortes, cela peut aussi être assez délicat de conserver sa droiture d'esprit, en restant toujours le fondement de l'Etat du droit et de la politique de neutralité. Cependant, c'est possible, c'est maintes fois prouvé et cela correspond au rôle choisi par la Suisse.

Quiconque aime se retrouver sur la une des journaux choisira une autre procédure que celle du politicien scrupuleux dont la tâche est de demeurer au centre. Celui qui s'est entraîné à adapter ses paroles aux commissions étrangères et à agir de la sorte, s'expose même au danger d'occulter des décisions populaires gênantes – ou plutôt les articles constitutionnels qui en découlent.

Une grande nervosité règne dans plusieurs Etats européens: le ministre turc des Affaires étrangères et d'autres politiciens turcs du parti gouvernemental veulent se présenter à l'étranger, pour convaincre leurs concitoyens dans ces pays à voter en faveur du gouvernement lors du référendum imminent. De nombreux politiciens et médias européens critiquent le contenu de la réforme constitutionnelle prévue, étant donné qu'elle renforcerait considérablement le pouvoir du chef d'Etat en affaiblissant parallèlement le poids du Parlement. Donc, cela serait préoccupant du point de vue de la démocratie et de l'Etat de droit. Partant de ce point de vue, divers politiciens, également en Suisse, se prononcent en faveur d'une interdiction d'entrée dans le pays et de s'exprimer. Comment interpréter cela du point de vue de l'Etat de droit et du droit international?

La liberté d'opinion en œuvre

C'est certainement le droit des médias, de publier leur opinion sur les objets de votations se déroulant à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Cela correspond à la liberté de la presse. La liberté d'opinion ne s'applique cependant pas seulement à la presse, mais à tout être humain, indépendamment de notre opinion personnelle. Donc, aussi pour des politiciens étrangers visitant leurs compatriotes en Suisse et voulant leur parler – indépendam-



«Seulement si les membres et les diplomates du gouvernement suisse et les gouvernements étrangers se parlent sur un pied d'égalité, il est possible d'offrir et d'exercer lors de conflits interétatiques les bons offices.» (photo reuters)

ment de notre sympathie face à ce gouvernement ou non. Pour les adversaires du projet gouvernemental, la liberté d'expression s'applique bien sûr de la même manière.

Dans une atmosphère de débats enflammés et éternés, il est bon d'entendre le chef du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), le conseiller fédéral Didier Burkhalter, s'exprimer objectivement et clairement dans une interview avec le 1^{er} programme de la Radio Télévision Suisse (RTS 1) en faveur de la validité incontestable de la liberté d'opinion comme l'un des droits centraux dans tout Etat de droit démocratique. Contrairement à d'autres gouvernements européens, il a déclaré que de ce point de vue, il n'y avait aucune raison – outre la question sécuritaire – d'empêcher que le ministre turc des Affaires étrangères *Mevlüt Cavusoglu* puisse s'exprimer en Suisse (cf. encadré avec des extraits de l'interview).

Contacts avec les gouvernements étrangers à la manière suisse

Le 12 mars, la prise de parole programmée du ministre turc des Affaires étrangères dans

le canton de Zurich n'a pas eu lieu. Il semble que le conseiller fédéral Burkhalter ait pu convaincre son collègue turc, lors d'un entretien personnel, de renoncer pour l'instant à sa visite – sans que des remarques désobligeantes s'en suivent. Le 23 mars, le conseiller fédéral Burkhalter a reçu à Berne, sans préavis et sans présence des médias, le ministre des Affaires étrangères Cavusoglu. Puis, celui-ci a rencontré quelques visiteurs à l'ambassade turque.

Cette démarche réfléchie du Conseil fédéral est une base indispensable de la politique de neutralité suisse: seulement si les membres et les diplomates du gouvernement suisse et les gouvernements étrangers se parlent sur un pied d'égalité, il est possible d'offrir et d'exercer lors de conflits interétatiques les bons offices. Ainsi, M. Burkhalter a pu encourager en 2014 en Ukraine un rapprochement des partis de guerre, lorsque la Suisse avait la présidence de l'OSCE. Cela serait entièrement à l'avantage des populations de l'Ukraine et d'autres pays durement touchés par les crises et les destructions, si la Suisse pou-

vait à nouveau engager ses bons offices plus souvent.

Après la prise de position du conseiller fédéral Burkhalter, plusieurs médias suisses se sont souvenus des bases démocratiques et d'Etat de droit, valables non seulement pour ceux, dont l'avis nous plaît: «Pour notre pays, la liberté d'opinion est un bien de grande importance – à la différence de nombreux Etats européens. Chez nous, quiconque veut parler devant une assemblée, doit respecter les lois, par exemple à la norme pénale concernant le racisme, et doit suivre strictement les exigences sécuritaires des autorités. Nous ne connaissons à juste titre pas d'autres conditions. Nous n'avons aucun droit d'interdire en général les prises de parole de politiciens étrangers, seulement parce que leurs convictions parfois ne nous conviennent pas. N'oublions pas, que nos conseillers fédéraux aiment bien prendre la parole à l'occasion du 1^{er}-Août devant les Suisses à l'étranger et qu'il tiennent des discours politiques, éventuellement même en s'engageant pour un Oui ou un Non lors de votations.» («St. Galler Tagblatt» du 18/3/17)

Le référendum turc et le respect des principes fondamentaux de l'Etat de droit

Du point de vue démocratique, il faut tout de même relever le fait que la population turque a la possibilité de s'exprimer pour dire s'ils veulent ou non donner davantage de pouvoir au président d'Etat. Le fait de présenter à l'électorat une réforme fondamentale, n'est de loin pas usuel partout en Europe, notamment pas dans l'Union européenne. Ses politiciens de pointe se manifestent certes souvent à voix haute et distincte, pour exiger des autres Etats le respect «des valeurs démocratiques fondamentales» – mais gare, si les citoyens d'Etats membres de l'UE osent s'opposer à la direction de marche définie par Bruxelles.

Il se pourrait que la majorité des électeurs turcs aient – face aux guerres fomentées par l'étranger et le chaos et la terreur qui s'en est suivi dans leurs Etats voisins – d'autres idées, de la manière comment leur Etat doit être dirigé? C'est uniquement au peuple turc d'en décider. Ce faisant, il est bien entendu que les principes de l'Etat de droit et les droits fondamentaux des individus doivent être respectés. Comme déjà mentionné, cela peut être atteint plus facilement à l'aide d'échanges d'égal à égal plutôt que par des attaques verbales déplacées.

Liberté d'expression, sécurité et respect du droit

Interview du conseiller fédéral Didier Burkhalter (extraits)

Pietro Bugnon: La campagne pro-Erdogan en Europe vire à la crise diplomatique. Le ministre turc des Affaires étrangères n'a pas été autorisé à atterrir aux Pays-Bas. Les pays européens sont mal à l'aise face à l'offensive diplomatique du gouvernement turc. J'ai pu m'entretenir avec le conseiller fédéral Didier Burkhalter tout à l'heure. Il ne s'est jamais exprimé sur ce dossier. Je lui ai demandé, si cette escalade verbale l'inquiétait.

Didier Burkhalter: Oh, je crois quand on est dans des situations comme celles-ci, qui peuvent être considérées comme critiques, il faut fixer un cadre très clair de principes et d'actions. Nous, on l'a fixé depuis quelques jours déjà: c'est le cadre de la liberté d'expression, mais aussi celui de la sécurité et du respect du droit. Dans ce cadre-là, il y a plusieurs dossiers difficiles à régler, touchant aux intérêts suisses en lien avec la Turquie. La rencontre éventuelle sur sol suisse du ministre turc avec la communauté turque et les consuls turcs de la région, les problématiques liées à l'asile et celles liées à d'éventuelles activités de police et de renseignements sur le sol suisse. Et nous réglons tous ces dossiers en fonction de nos principes. Prenons maintenant la question de la visite éventuelle – parce qu'elle n'est encore pas claire et confirmée pour demain ...

Vous n'avez pas de garantie à ce sujet?

Ce n'est pas une visite officielle, c'est une visite privée du ministre turc souhaitant rencontrer la communauté turque et les consuls turcs de Suisse et d'Autriche. Si c'était une visite officielle, on s'en occuperait d'une autre manière. Mais on s'en occupe uniquement pour des questions avant tout de sécurité. Et la question est encore ouverte, maintenant, de savoir si et où exactement cette visite aura lieu. Mais en ce qui nous concerne, le cadre-là, c'est tout d'abord la liberté d'expression. Nous estimons important que l'on maintienne les droits fondamentaux et la liberté d'expression. Egalement, pour pouvoir affirmer clairement à d'autres pays – y compris la Turquie – l'importance de développer ce genre de droits. [...] Mais plus encore, nous soulignons la nécessité d'effectuer l'analyse de sécurité toutes les heures, et qu'à tout moment nous pouvions devoir prendre des mesures, lorsque nous estimons que les conditions de sécurité ne sont pas garanties. Cela sera le cas jusqu'à demain et jusqu'au dernier moment. [...]

Pas d'interdiction en Suisse – mais en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas, la Suisse se distingue en quelque sorte. Est-ce que vous ne vous sentez pas un peu seul?

Oh, mais alors pas du tout, parce que nous n'avons pas l'habitude de dévelop-

per une politique forcément en fonction de celle des autres. La politique étrangère de la Suisse est très autonome, très spécifique. Nous avons d'ailleurs décidé au moment du putsch, l'été dernier, que nous voulions d'une part avoir une position très claire sur sa condamnation, mais aussi par la suite, parce que nous avons bien pensé que cela allait devenir très difficile, de faire en sorte que les relations entre la Suisse et la Turquie soient très intenses et basées sur un dialogue direct, franc, mais assez discret, sur les points les plus délicats, où on peut dire les choses directement les yeux dans les yeux, mais pas forcément par les médias interposés, comme cela se fait beaucoup en Europe.

Cela nous a permis, pratiquement tous les mois, d'avoir des contacts à plusieurs niveaux, et de pouvoir faire connaître nos positions. [...]

Vous prônez la liberté d'expression, mais c'est aussi prendre le risque d'éventuels dérapages, demain, lors de la visite du ministre turc des Affaires étrangères. Si c'est le cas, que va-t-il se passer?

Ecoutez, s'il y a des risques de dérapages – je ne sais pas de quels dérapages vous parlez –, mais si vous parlez de sécurité, ça c'est un autre problème, donc la liberté d'expression, elle ne doit pas être limitée. Mais c'est évident, si tout à coup, on voit

qu'il y a un risque pour la sécurité, on doit prendre des mesures, par exemple, on peut très bien dire que le ministre ne peut pas se déplacer, là où c'était prévu. Il ne peut pas faire ce qui était prévu, mais pour des raisons de sécurité, et non pour des raisons de réduction de la liberté d'expression.

En Suisse, on a laissé s'exprimer des leader kurdes l'année passée. Maintenant, si le leader turc souhaite également s'exprimer, quelque part c'est important aussi pour que les différentes composantes de la société turque puissent se faire leurs idées, et en l'occurrence, il s'agit aussi d'une votation très importante pour l'avenir de ce pays. Je pense que les Turcs sont assez grands pour se faire leurs idées eux-mêmes, en fonction des points de vue des uns et des autres.

La Suisse n'est pas un pays interdisant l'expression, en revanche c'est un pays qui peut prendre des mesures de sécurité. [...] Demain, si la rencontre ou l'évènement organisé par les Turcs devait finalement avoir lieu – puisque encore une fois, cela n'est pas clair à cette heure, où je vous parle – et bien, ce n'est pas du tout impossible que, pour des raisons de sécurité, nous ne puissions pas laisser les choses se réaliser comme prévu.

Source: Radio Télévision Suisse RTS 1, Forum du 11 mars 2017. Interview: Pietro Bugnon.

Raisons pour lesquelles de nombreux accords de libre-échange n'ont pas en vue le bien commun

par Ewald Wetekamp, Allemagne

De la paix ...

L'Etat est une communauté d'intérêts dont l'objectif principal est la sécurité intérieure et extérieure. C'est pourquoi les citoyens des Etats démocratiques se sont mis d'accord de déléguer à l'Etat l'imposition du droit, avec la possibilité de recourir aux armes. Il possède donc le monopole de l'usage de la force. En conséquence, il a la compétence, sur la base du droit et de la loi d'imposer le maintien du droit par la force. Le droit et la loi ne sont dans ce contexte pas définis comme droit purement positiviste, mais comme la réalisation des droits naturels et humains s'exprimant dans le droit positif et pouvant à juste titre être considérés comme justes. En tant qu'individu et membre de la communauté, le droit et la justice reviennent par nature à la personne, ce qui garantit sa liberté. La condition de cette liberté est la sécurité intérieure et extérieure de la communauté.

... à la prospérité pour tous

Tout comme le monopole étatique de l'usage de la force – orienté selon le bien commun – a pour but le libre développement de chaque membre de cette communauté, les lois dans le domaine de l'économie doivent également être garanties par l'Etat en tant que représentant de la volonté des citoyens pour servir le bien commun et donc la prospérité de tous.

L'article 14, alinéa 2 de la Loi fondamentale allemande fixe ce but dans la formulation «Propriété oblige. Son usage doit contribuer en même temps au bien de la collectivité». L'aspiration entrepreneuriale justifiée par le bénéfique, la persévérance, la progression et l'expansion n'est pas empêchée ou limitée, mais l'orientation et le lien au bien commun attribués à toute aspiration entrepreneuriale la place qui lui est due: le bien commun de la collectivité étatique reliant ses membres. Le professeur *Eberhard Hamer* du *Mittelstandsinstitut Hannover* l'a très bien exprimé dans l'une de ses interventions lorsqu'il a défini en général les *petites et moyennes entreprises* (PME) comme étant créées par des hommes, avec des hommes, pour les hommes. On ne peut guère mieux exprimer le lien entre l'activité entrepreneuriale et bien de l'individu et de la communauté.

Une «stratégie d'exécution» contraire à la démocratie

En ce qui concerne la défense d'accords de libre-échange, actuellement très à la mode, il est judicieux de jeter un regard sur l'histoire et d'analyser le procédé antidémocratique utilisé pour tenter d'imposer l'Accord de libre-échange TTIP; pour l'AELE (ou CETA) c'est la même chose. Antidémocratique parce que, bien que de grande importance pour les populations concernées, il a été négocié à huis clos. Même les représentants du peuple n'ont pas eu le droit de faire des copies de l'accord provisoire. Le texte a été mis à disposition des parlementaires allemands dans une salle séparée et surveillée, sans possibilité d'enregistrer quoi que ce soit. Même l'utilisation de téléphones portables était défendue, car on aurait sinon pu photographier les textes. Que voulait-on protéger ainsi? Un accord de plus de mille pages. A quoi bon? Ce qui aurait urgemment besoin d'être connu par le public est soigneusement tenu secret et débattu à huis clos. Cela n'a rien à voir avec une république, une *Res publica*, avec la cause publique, car c'est un comportement totalement antidémocratique. Et que font nos représentants du peuple? Personne ne proteste! Personne ne s'y oppose! Aucun média public et aucun magazine n'en parle. Et cela bien que des protestations massives aient eu lieu depuis plusieurs années et que les gens s'expriment dans les médias alternatifs par des pétitions en ligne et des récoltes de signatures atteignant un nombre de centaines de milliers de signataires.

Puis, nous sommes également confrontés à des néologismes sortant directement des officines des spin-doctors: «harmonisation de la concurrence». Ici deux notions ayant norma-

lement une connotation positive, sont intentionnellement utilisées de manière abusive. Elles ne vont pas ensemble. Le professeur de droit public *Karl-Albrecht Schachtschneider* a critiqué maintes fois que tant dans la législation de l'UE que dans les accords de libre-échange, on utilise des notions de concurrence «libre» ou «équitable» sans en définir le sens. Dans le cas du TTIP, l'«harmonisation de la concurrence» revient à exiger la continue réduction des normes sociales et environnementales. Car, ce dont l'un ne veut pas, l'autre ne doit pas non plus le vouloir, sinon il y a «distorsion de concurrence» – voilà un autre de ces néologismes. Cela peut même être poursuivi en justice. La notion de «concurrence», créée par les groupes multinationaux et l'UE, s'élève ainsi au-dessus des législations nationales et s'avère être, en réalité, anticonstitutionnelle et tout aussi antidémocratique que la «stratégie d'exécution» décrite précédemment. Ce qui reste, c'est un Etat soumis aux exigences des multinationales. Ce n'est pas cela que nous pouvons vouloir.

Souveraineté alimentaire – première victime du libre-échange

Dans son livre «Pétrole, une guerre d'un siècle – l'ordre mondial anglo-américain» de 2015, le journaliste économiste *William Engdahl* décrit l'introduction du libre-échange en Grande-Bretagne par les financiers et les commerçants maritimes londoniens au cours de la première moitié du XIX^e siècle. C'est l'établissement d'un nouvel instrument du pouvoir très puissant en main de l'élite financière anglaise. Au niveau de la théorie, ces cercles appartenant à la Cité de Londres ont eu recours (pas entièrement justifié) au philosophe moral et économiste *Adam Smith* qu'ils ont interprété comme s'il avait prôné la soumission volontaire de la société sous la tutelle d'un commerce ultralibéral et de l'automatisme des mécanismes du marché.

Le fait que l'essence de ce libre-échange ne prenne absolument pas en considération le bien commun, la justice sociale ou la souveraineté de l'Etat britannique fut illustré par la première grande victoire de ces représentants du libre-échange. En 1846, ils firent échouer la Loi sur les céréales («Corn law») garantissant aux paysans anglais et irlandais, pendant plus de 100 ans, l'achat de leurs moissons à des prix fixes assurant ainsi leur existence et la souveraineté alimentaire de l'Angleterre. Tout cela changea brusquement. Des coolies indiens et des fellahs égyptiens, se trouvant déjà sous la dominance de la Cité de Londres, se transformèrent aussitôt, avec leurs salaires de misère, en concurrents des paysans anglais et irlandais. La marée de produits agricoles à bas prix qui s'ensuivit rapidement ruina les paysans anglais et irlandais. Le libre-échange conduisit donc très directement à une misère massive contraignant de nombreux paysans à l'émigration. Ils devinrent donc immigrants dans d'autres Etats.

Dumping salarial forcé et appauvrissement voulu

Les «automatismes des mécanismes du marché» conduisirent à l'appauvrissement de la main d'œuvre industrielle étant donné que leurs salaires étaient liés au prix d'un pain qui se trouva en chute libre avant d'atteindre le niveau le plus bas. Il est évident que cette évolution en Angleterre eut également des répercussions flagrantes sur les agriculteurs et ouvriers industriels allemands et européens voire américains, puisque l'Angleterre inonda tous ces marchés de ses produits à prix cassés. C'est ainsi qu'on peut, sous la bannière de belles paroles, tels «libre-échange», mener des guerres économiques contre des pays émergents pour les empêcher de prospérer. En même temps, on implanta des germes pour la création de troubles sociaux et de protestations de masse à effet tardif ainsi que de nouveaux problèmes, tels les flux de réfugiés et migrants ayant comme effet la migration d'individus de cultures étrangères dans les Etats européens. Ces conséquences étaient également voulues et le demeurent aujourd'hui

encore en plaçant les pays concernés devant des tâches presque insolubles.

La vraie nature du libre-échange

A la fin du chapitre, *Engdahl* tire la leçon suivante: «Pour être bref, la nature du libre-échange se définit de la manière suivante: elle divise les êtres humains en toujours moins de familles extrêmement riches et en un nombre en forte augmentation de personnes toujours plus pauvres et très souvent sous-alimentées. (*Engdahl*, «Pétrole, une guerre d'un siècle – l'ordre mondial anglo-américain», 2015 p. 14s.)

Le fait que la paupérisation et la misère ne soient pas décrites par les cercles de l'époque comme les conséquences réelles du libre-échange mais plutôt comme les conséquences de la surpopulation est cynique à l'extrême. C'est le début d'un chapitre que les cercles intéressés continuent à écrire jusqu'aujourd'hui.

Il faut absolument étudier aussi les annotations accompagnant ce premier chapitre citant l'économiste américain *Henry C. Carey*, en tant qu'esprit critique contemporain face à la politique britannique du libre-échange. Cet observateur clairvoyant dès le début, se sentant lié à ces contemporains, comprit parfaitement qui étaient les profiteurs du libre-échange. On est frappé de constater que les phénomènes et répercussions résultants des accords de libre-échange imposés sont récurrents aujourd'hui encore.

Le libre-échange, une guerre économique contre les «pays émergents»

Il suffit de jeter un coup d'œil dans le livre de *Friederike Beck* intitulé «Die geheime Migrationsagenda», et notamment au chapitre 4 «EPA: Wie Freihandelsabkommen der EU mit afrikanischen Staaten dort wirtschaftlichen Schaden anrichten» [EPA: Comment les accords de libre-échange de l'UE conclus avec les pays africains y causent des dégâts économiques] pour constater que les mécanismes du marché du libre-échange, décrits par *Engdahl*, suivent, également au XXI^e siècle, ce même agenda débouchant sur les mêmes effets que ceux créés par l'abolition des lois céréales en Angleterre en 1846. EPA signifie *Economic Partnership Agreement*. En réalité, il n'y a vraiment pas lieu de parler de «partenariat» ou d'«accord», car l'ouverture des marchés africains pour les produits européens fut souvent imposée par des scénarios de guerre économique. Les Etats africains refusant d'ouvrir leurs marchés jusqu'à 83% aux produits européens et déclarant ne pas vouloir abolir, à rythme continu, les droits de douane et les taxes, ont été punis par des droits de douane exorbitants pour importer leurs marchandises sur le marché européen. La conséquence en fut, à court ou à long terme, que plusieurs Etats africains durent abandonner en signant les contrats d'asservissement imposés.

De nombreux experts financiers voient un danger pour le développement de ces économies nationales africaines liées à ces accords de libre-échange, puisqu'ils ne sont pas – avec leurs marchés locaux – en mesure de concurrencer les marchés européens et leurs produits des économies nationales fortement industrialisées. De même ils ne sont pas en mesure de protéger leur propre économie nationale. Un exemple: depuis 2009, l'exportation de viande de poulet européenne excédentaire a triplé dans les Etats africains. Etant donné que les coûts de la production des agriculteurs locaux sont plus élevés, ceux-ci sont poussés à la banqueroute. Les mesures de protection des Etats africains n'ont pas d'effets. Selon l'accord, ils ne peuvent exiger que 35% de taux de douane sur les importations de volaille, mais cela ne suffit pas. Donc, les agriculteurs africains abandonnent leur exploitation. Suite à cet abandon, la dépendance des importations grandit et le savoir-faire dans les domaines de l'élevage des animaux et de l'agriculture transmis et perfectionné dans les familles durant des générations se perd. Il n'est plus à la disposition de cette communauté.

La politique de la pêche de l'UE a des effets tout aussi désastreux dans les Etats africains. Les grands armateurs européens ont déjà surexploité les zones de pêche européennes jusqu'à plus de trois quarts et obligent maintenant les Etats européens à conclure des contrats avec les Etats africains pour qu'ils puissent se servir dans leurs territoires de pêche. Non seulement que de grands armateurs ne participent pas aux frais – 90% sont financés par les contribuables –, mais ils peuvent aussi compter sur des subventions. Les contribuables européens paient, et au large de la Somalie et du Sénégal, les pêcheurs rentrent sans poisson. Cette tragédie est pourtant bien connue. *Günter Nooke*, le responsable pour l'Afrique d'*Angela Merkel* déclare: «Il ne faudrait pas d'un côté détruire par des négociations économiques ce que l'on tente de l'autre côté de construire par les activités du ministère de développement.» Est-ce cela les valeurs européennes occidentales, si souvent conjurées par certaines personnes? Certainement pas.

L'arme des denrées alimentaires – un instrument très populaire du libre-échange

La contribution de *Jean Ziegler* dans la documentation «We feed the world» et le film de *Hubert Sauper* «Le cauchemar de Darwin», les deux accessibles sur DVD, illustrent les liens décrits au moyen d'images épouvantables, de chiffres et de faits. Alors que dans la période d'élaboration de la documentation de *Jean Ziegler*, les nations industrielles occidentales soutenaient déjà leurs agriculteurs avec plus d'un milliard de dollars par jour et subventionnaient, en outre, encore les exportations agricoles dans des pays en voie de développement, si bien que chaque exportation de denrées alimentaires se faisait à des prix vouant tout agriculteur local à la faillite, l'agenda cachée est vite repérée: créer des dépendances par l'arme des denrées alimentaires pour forcer les exportations bon marché vers les pays du Nord de matières premières, développer des nouveaux débouchés au Sud et recruter les mains-d'œuvre à prix cassés. En outre, il s'agit par exemple aussi de construire des dépôts d'ordure pour les matières dangereuses, où les habitants recyclent les matières premières dans des conditions extrêmement dangereuses. Cette imposition brutale du pouvoir économique doit-elle être perçue par les peuples souffrants comme représentant les valeurs occidentales?

L'AELE, une alternative exemplaire

Pourtant, les alternatives aux accords de libre-échange sauvage ne manquent pas. Dans AELE par exemple, on a la possibilité de négocier des accords dans le respect réciproque et d'égal à égal, en créant une situation gagnant-gagnant pour toutes les parties. L'AELE fut dès le début un contre-projet au libre-échange sauvage des Anglo-Américains. Leurs membres négocient aujourd'hui encore des accords avec d'autres Etats qui respectent l'orientation sur le bien commun exposée au début de ce texte comme étant une condition fondamentale pour tous les participants. Leur pratique montre que les traités commerciaux avantageux et l'orientation vers le bien commun ne s'excluent pas. Tout au contraire! Cependant, dans quels livres d'enseignement ou manuels scolaires trouve-t-on cela? Au cours de la dernière décennie, *Horizons et débats* a informé à maintes reprises sur l'importance de l'AELE. Les informations sur les terribles effets des accords de libre-échange mal ficelés sont largement disponibles en textes et en images pour toutes personnes intéressées. L'exigence de se former également dans de telles questions est une auto-obligation incontournable – par compassion, responsabilité et amour de la paix. Le point décisif, définissant les buts des parties contractuelles, est l'image de l'homme et la vue sur l'économie en résultant: soit c'est «Make money, make more money» ou c'est le bien commun dans la meilleure tradition européenne acquise à force de luttes intenses!

... car la démocratie fait partie de la dignité humaine

par Karl Müller

Depuis longtemps déjà, la démocratie est exposée à de nombreuses attaques. Les votes des Français et des Néerlandais sur le référendum de 2005 relatif à la Constitution européenne, ceux des Grecs concernant les mesures d'austérité de l'Union européenne en 2015, les réactions suite aux élections présidentielles américaines – il existent des forces politiques refusant cela et s'efforçant de nier farouchement la volonté majoritaire des citoyens.

Pour y parvenir, ils utilisent tous les moyens sans le moindre scrupule. Il faut d'autre part se rendre compte qu'actuellement un grand nombre d'«hommes de pouvoir», dans beaucoup d'Etats occidentaux, considèrent de moins en moins le pouvoir qui leur est conféré comme une compétence provisoire déléguée au service du bien public, mais de plus en plus comme un pouvoir quasi absolu dévolu à la réalisation des intérêts d'une minorité. La journaliste française *Natacha Polony* l'a exposé d'une façon impressionnante pour son propre pays (et pas seulement pour lui) et parle d'un «soft totalitarisme» en extension (cf. *Horizons et débats*, n° 2 du 23 janvier 2017).

Critique de la démocratie ...

Comment l'opinion publiée dans les médias réagit-elle? De nombreux médias mainstream alimentent les vues et pavent la voie des élites politiques. Au sujet de la démocratie directe, on sous-entend, en particulier – et cela, malheureusement, à de nombreux endroits aussi en Suisse – qu'elle serait un danger pour le droit et la liberté, qu'elle donne souvent trop de poids à des sentiments confus et serait une porte ouverte à la démagogie. D'aucuns insinuent même que les décisions de la majorité des citoyens pourraient déboucher sur la tyrannie. Il faut cependant tenir compte de ce qui transparait habituellement sous la surface de ce genre d'affirmations: l'aspiration à une forme de «domination par les élites» – donc rien de bien nouveau au regard de l'Histoire, mais qui fatalement entraîne de déplorables conséquences pour les Etats et les populations.

Dans *Horizons et débats* n° 7 du 20 mars 2017, *Werner Wüthrich* cite des extraits d'un discours de l'ancien recteur de l'Université de Zurich *Zaccaria Giacometti*: «Le peuple doit être préparé à la démocratie et être politiquement mûr. Un peuple est mûr pour la véritable démocratie, s'il remplit certaines conditions.» Puis, il énumère les conditions prérequis mentionnées par Giacometti:

... et conditions prérequis pour la démocratie

«L'idée de liberté: «Tout d'abord, l'idée de liberté doit être vivante chez l'individu et dans le peuple et le droit naturel ne doit pas avoir son impact en tant que droit, mais en tant que force éthique.»

La conviction politique: «Les valeurs de liberté doivent dominer, non comme des sentiments euphoriques nés en un clin d'œil ou des inspirations opportunistes, mais comme des convictions politiques profondes dominant la conscience du peuple sur la durée et portées par les forces de la vie politique.»

La conscience historique: «Le peuple doit posséder une tradition de liberté. Ses convictions libérales doivent avoir leurs racines dans une telle tradition. Si la tradition est la conscience historique, la tradition libérale est la conscience historique libérale. La démocratie ne détient cependant une telle conscience historique que si elle est influencée par un passé en liberté, c'est-à-dire que la génération précédente a transmis à la génération actuelle un trésor de convictions politiques, d'opinions et d'expériences libérales. [...] Là aussi, il faut se référer au poète: L'héritage que tu as reçu de ton père, il te faut l'acquérir pour mieux le posséder.»

L'éducation politique: «La génération actuelle doit s'approprier ce trésor hérité de libres consciences politiques et de libres expériences politiques, elle doit le conquérir par l'éducation civique, l'expérimentation et la probation politique, en tant que constituant et comme un simple législateur d'une démocratie véritable.»

Si nous prenions au sérieux ces assertions des années cinquante du siècle passé, nous devrions aujourd'hui dire: nous en sommes plus ou moins éloignés (et ce, dans tous les pays). Les critiques contemporains de la démocratie auraient-ils donc raison? Les gens sont-ils encore (ou déjà) mûrs pour la démocratie?

Créer les conditions favorables plutôt que de critiquer la démocratie

Mais cette question part dans la mauvaise direction. Le fait que des conditions doivent être créées pour que la démocratie puisse exister, peut s'énoncer pour tous ceux qui veulent réellement cette démocratie, seulement comme la mise en œuvre de toutes ces conditions préalables – pour autant qu'elles ne soient pas déjà présentes.

Mais c'est exactement le contraire qui se produit – à savoir dès l'enfance. Ce qui se passe aujourd'hui dans beaucoup de familles et qu'on peut observer dans de nombreux jardins d'enfants, d'écoles et de grandes écoles n'est en rien destiné à faire de nos enfants et de nos jeunes des citoyens responsables pouvant insuffler la vie dans la démocratie. Bien au contraire!

La situation n'est pas meilleure quand il s'agit d'inviter nos concitoyens adultes à développer la démocratie. Ce que l'on voit, entend et lit dans la plupart de nos médias, n'est en rien un encouragement à la pensée et à la vie démocratique. Le comportement de nos «élites», lui aussi, prend une toute autre orientation – même s'ils aiment tou-

jours autant avoir le mot de démocratie à la bouche.

Pourquoi critique-t-on la démocratie?

La question se repose alors de savoir si les personnes critiquant la démocratie, désirent tout autre chose ... et pourquoi elles le veulent.

Pas fondamentalement: car lorsque les décisions de la majorité abondent dans leur sens, elles sont très bien accueillies. Tout le monde a pu s'en apercevoir après les élections aux Pays-Bas. Le nouveau candidat du SPD à la chancellerie a même atteint les 100% des voix lors de son élection à la présidence du parti. Jamais encore un tel résultat n'avait été atteint dans l'histoire de l'Allemagne depuis l'après-guerre. Le lendemain, la plupart des commentaires étaient plutôt euphoriques que critiques. Et cela n'aurait pas été très différent si *Hillary Clinton* avait été élue, si les Grecs avaient été d'accord avec les coupes drastiques prévues par l'UE dans leur vie quotidienne et la souveraineté de leur pays et si la majorité des Français et des Néerlandais avait voté en 2005 avec une confortable majorité en faveur du Traité constitutionnel européen.

Non à la démocratie contrôlée, la gestion du changement et les ateliers du futur ...

On peut aussi le dire comme cela: une démocratie «contrôlée» dans le sens d'une gestion du changement («Change Management») national et international ou d'«ateliers du futur» nationaux et internationaux – avec de bons groupes de pilotage travaillant avec succès – irait tout à fait dans le sens des personnes critiquant la démocratie. Ils critiquent d'autant plus lorsque les résultats ne leur conviennent pas et lorsqu'il s'agit réellement de décisions librement consenties de citoyennes et citoyens indépendants, intéressés au bien public.

Bilan: il est fortement conseillé à tous de garder un œil critique sur ceux qui critiquent la démocratie. Tout le monde est invité à maintenir, renouveler ou créer les conditions

permettant à la véritable démocratie d'exister et de prospérer.

... oui à la discussion honnête et sérieuse des sujets spécifiques importants

Il est tout à fait essentiel de contribuer à ce que les sujets spécifiques fassent l'objet d'une discussion honnête et sérieuse. Et il y en a suffisamment: comment mettre fin aux guerres en cours dans le monde? Comment peut-on venir en aide aux personnes se trouvant en situation de danger existentiel, soit à cause de la violence, de la faim ou d'autres situations d'urgence? Comment remettre la finance et l'économie mondiale, ayant échappé à tout contrôle, sur des bases solides? Comment procurer une occupation sensée à ceux qui en ont besoin?

Comme pourrait-on restaurer l'estime et le soutien devant revenir à la famille, dont la signification est si importante pour notre vivre-ensemble? Comment parvenir à éduquer et former nos enfants et nos adolescents de manière à en faire des individus courageux, apte à la vie, pratiques et heureux de vivre? Comment susciter davantage de solidarité entre les individus? Comme pourrions-nous retrouver un fondement éthique sécurisé imprégnant aussi nos activités quotidiennes? Et ainsi de suite.

Dignité humaine et démocratie

Dans un commentaire de 1983 de la Constitution allemande sur la dignité humaine, on peut lire le passage suivant: «La dignité de la personne réside en ce que l'individu est vu comme une entité spirituelle et morale, capable de se déterminer en toute liberté et conscience et d'influer sur l'environnement. [...] Pour garantir sa dignité, il faut assurer à l'individu un développement étendu de sa personnalité. Dans le domaine politico-social, cela signifie que l'individu doit pouvoir participer autant que possible aux décisions de la communauté.» C'est la raison pour laquelle l'engagement en faveur de la démocratie est aussi vital.

Courrier  des lecteurs

Chute massive dans les tests PISA

Le Plan d'études 21 met en danger la démocratie directe

Récemment, le pédagogue en matière de médias *Thomas Merz* de la *Haute Ecole pédagogique de Thurgovie* (PHTG) a fait campagne dans divers journaux en faveur de la formation aux médias, prochainement introduite dans le Plan d'études 21 comme matière obligatoire. *Thomas Merz* exprime sa crainte de voir la société courir le risque de subir un déficit démocratique, si un nombre croissant des citoyens n'arrive plus à distinguer entre les vraies et les fausses nouvelles («fake news») dans les médias. La démocratie – et notamment la démocratie directe – est absolument tributaire d'une bonne information de la population.

Il est intéressant de voir que *Merz* exige de solides connaissances de base, pour savoir reconnaître les interdépendances. Citation: «Souvent, on nous dit que nous ne devons plus rien savoir – car tout se trouve sur Internet. Cependant, la distinction si nécessaire entre vrai et faux est justement une raison centrale, pour laquelle de bonnes connaissances de base sont de grande importance: je ne peux pas faire la différence entre les informations solides et les fausses nouvelles sans posséder des connaissances de base fiables.»

La transmission du savoir fondamental est le but central visé par les enseignants lors de l'enseignement en classe traditionnelle. Si notre pédagogue des médias est d'avis que le Plan d'études 21 peut satisfaire ces critères, c'est la preuve flagrante de la grande distance existante entre les professeurs des Hautes Ecoles pédagogiques (HEP) et la pratique scolaire concrète. Car actuellement, on transmet dans les HEP, en ce qui concerne le Plan d'études 21, aux étudiants l'exacte contraire de ce qu'il exige: notamment l'«orientation sur les compétences» et l'«apprentissage autorégulé» créés par le psy-

chologue *Franz Weinert* pour l'organisation économique OCDE en 1999.

Lors de l'«apprentissage autorégulé», les élèves, apprenant chacun pour soi, ont besoin du double du temps comparé à l'apprentissage en classe géré par le professeur. De cette façon, le Plan d'études 21 engendre une réduction d'au moins 50% du programme scolaire. Des objectifs d'apprentissage classiques comme l'automatisation des tables de multiplication sont renvoyés à des «cycles» ultérieurs ou disparaissent entièrement. Comme excuse pour cette réduction massive et subreptice de la formation, les futurs enseignants et le public sont «informés» que la transmission des connaissances a beaucoup perdu de son importance, car les élèves trouvent toutes les informations sur Google.

Il convient d'ajouter que suite aux nouvelles matières obligatoires, telles la formation aux médias, la technologie informatique et l'apprentissage précoce très controversé des langues étrangères, il ne reste que peu de temps pour améliorer les connaissances de base médiocres en lecture et en allemand. Selon le programme *PISA 2015*, ces connaissances de base manquent chez 20% des adolescents de 15 ans en Suisse – ce qui rend leur recherche d'une place d'apprentissage très difficile. Si le Plan d'études 21 est introduit dans tous les cantons germanophones, comme prévu par les autorités, il faut s'attendre à une nouvelle chute massive dans les tests PISA futurs. C'est ce qui s'est passé dans tous les autres Etats ayant repris le système de l'«orientation sur les compétences» exigé par l'OCDE – notamment la Finlande qui se trouvait, lors des premiers tests PISA en 2001, encore à la pointe du classement.

Peter Aebersold, Zurich

Respectons les usages démocratiques!

Communiqué de presse du 15 mars 2017 du comité zurichois «Soumettons le Plan d'études 21 au peuple»

Avec grand étonnement, le comité de l'initiative populaire zurichoise «Soumettons le Plan d'études 21 au peuple» vient d'apprendre l'organisation d'une conférence de presse concernant l'introduction du Plan d'études 21, le 17 mars, par la Direction de l'instruction publique du canton de Zurich sans mentionner que les électeurs zurichois auront encore l'occasion de décider, lors d'une votation populaire, qu'elle sera l'institution compétente pour introduire ou non ce plan d'études. Une fois de plus, le comité invite expressément la Direction de l'instruction publique à respecter les usages démocratiques.

Sachant parfaitement que c'est au peuple zurichois de s'exprimer en fin de compte sur cette question, la Direction de l'instruction publique continue à préparer à plein régime l'introduction de ce plan d'études controversé.

En cas d'adoption par le peuple de l'initiative populaire «Soumettons le Plan

d'études 21 au peuple», ce sera ensuite au Grand Conseil zurichois d'approuver ou non ce plan d'études. Sa décision sera soumise au référendum facultatif.

Si la date de la votation populaire sur l'initiative n'a lieu qu'après l'introduction du Plan d'études 21, celui-ci devra néanmoins être soumis au Grand Conseil pour une approbation ultérieure. Cette décision est également soumise au référendum facultatif.

«Cette situation est délibérément négligée», constate *Anita Borer*, présidente du comité d'initiative. «Nous prions instamment le Conseil d'Etat zurichois de respecter les usages démocratiques et d'attendre le résultat de la votation populaire avant d'introduire le plan d'études.»

Le texte de l'initiative se trouve sur www.lehrplan-vors-volk.ch/die-initiative

Pour de plus amples informations, prière de s'adresser à *Anita Borer*, députée UDC, présidente du comité d'initiative. Tél.: 079 665 44 27

«Une rose pour Tamara»: un «contact humain avec l'ennemi»

par Moritz Nestor

Le 2 janvier 2001 a paru la première édition du livre unique en son genre intitulé «Une rose pour Tamara» de Fritz Wittmann, parrainé par l'ancien maire d'Erlangen Dietmar Hahlweg, l'initiateur du partenariat Erlangen-Vladimir. Fritz Wittmann a écrit ce livre en collaboration avec Peter Steger, le responsable du jumelage d'Erlangen. Voici un émouvant sous-titre de l'auteur habitant Baiersdorf: «Lors d'une accolade russe, on ressent la chaleur cordiale même en hiver à travers la plus épaisse vestes rembourrée.» Il faut l'avoir vécu personnellement pour pouvoir le décrire ainsi.

Le livre contient les mémoires de Fritz Wittmann et dix autres anciens prisonniers de guerre allemands ayant vécu plusieurs années après la guerre, dans des camps de la ville russe de Vladimir et dans d'autres camps de l'URSS. Vladimir, situé à l'est de Moscou derrière le front a été transformée, en été 1941, après l'invasion de la Wehrmacht en une ville de camps et d'hôpitaux militaires. En hiver, lors du blocage de l'avancée allemande devant Moscou, les premiers prisonniers de guerre d'Erlangen se sont retrouvés à Vladimir.

Dans la préface de la deuxième édition du livre en 2008 – le 25^e anniversaire du jumelage Erlangen-Vladimir – le premier maire d'Erlangen Andreas Galster écrit: «Oui, il y eut de nombreux moments terribles. Mais, n'étaient-ce pas les soldats allemands qui apportèrent en premier l'horreur dans un pays ne souhaitant pas la guerre? Ne devaient-ils pas s'attendre à de la vengeance et de la haine? Cela est d'autant plus étonnant de constater la compassion et la sympathie éma-



Flamme éternelle à Vladimir. (photo Moritz Nestor)

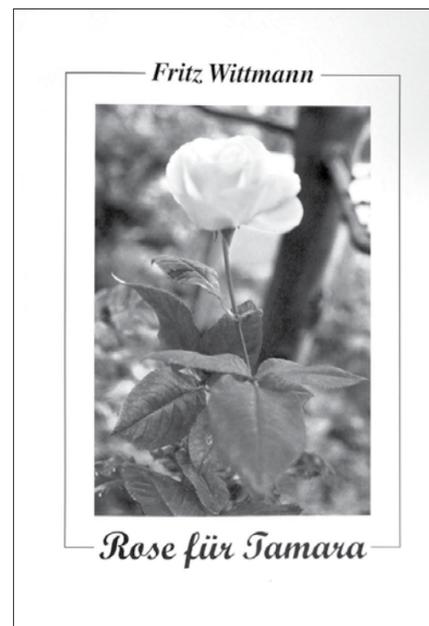
nant de la population, et même de certains gardes et commandants, mais surtout du personnel hospitalier, à l'égard des prisonniers de guerre. Les auteurs parlent de tout cela dans leur recueil, marqué par l'esprit humaniste de Fritz Wittmann et de la volonté intacte de réconciliation. A Vladimir, on a été si impressionné par ce travail de paix, publié déjà en 2002, complété par des souvenirs des témoins russes de l'époque.»

L'auteur a obtenu le premier prix du *Forum germano-russe* pour son engagement civique.

Selon Fritz Wittmann, le but était d'illustrer un «contact humain avec l'ennemi». Voilà un projet réussi.

Ce livre enthousiasme avant tout l'historien, grâce à son historiographie «éloignée de tous clichés et diabolisations, mais également sans embellissement et sans adapter l'histoire». Un cas rare d'objectivité factuelle combinée avec humanité et amitié entre les peuples, loin d'une historiographie contractuelle.

La lecture vous apaise. C'est un livre à étudier dans tous les cours de politique et



ISBN 9783789606564

d'histoire. Et, on souhaiterait vivement que ces vétérans de la Wehrmacht, les derniers témoins de la Seconde Guerre mondiale, soient davantage respectés. Ils savent ce qu'est la guerre en Russie, ils étaient à Stalingrad et ils connaissent le peuple russe par leurs propres expériences de soldats et de prisonniers. Ils les connaissent mieux que toutes les élites gouvernementales ayant perdu le respect de la paix et voulant nous entraîner dans de nouvelles activités belliqueuses.

Eloge de la passion pédagogique et de ses incidences

par Carl Bossard*



Carl Bossard
(photo mad)

Quiconque feuillette des biographies et s'adonne à la lecture des textes d'écrivains, retrouve souvent la passion pédagogique. Rendons-nous donc sur les traces d'un terme oublié. Dans ses «Schulmeistereien», Peter Bichsel raconte pourquoi il est instantanément tombé amoureux de sa première enseignante. Le petit bonhomme aimait cette personne passionnée. De longues années plus tard, il pouvait encore décrire les détails de sa robe.¹ Et Bichsel de préciser que c'était pour lui la seule explication au fait qu'il ne soit pas devenu un cancre! Cela fût de même pour beaucoup d'autres écrivains comme par exemple, le grand philosophe Sir Karl R. Popper. C'est pour cette raison que son autobiographie fût dédiée à son institutrice Emma Goldberger: c'est à elle et à sa passion pédagogique qu'il devait toute sa pensée et en fait, tout ce qu'il était devenu.

Des valeurs constantes

Il y a une chose qu'on ressent tout de suite chez les deux enseignantes: l'éthique pédagogique passionnée pour leur métier et les jeunes gens ou – formulé de manière un peu plus pathétique – l'amour du devoir. Les deux histoires racontent un élan intérieur, qui motive les activités de ces femmes pédagogues.

Ce sont des termes démodés, rangés au fond des placards pédagogiques. Le langage actuel du domaine de la formation ne les connaît guère; on ne les trouve pas dans le débat relatif aux compétences professionnelles des enseignants. Pourtant, ce sont des valeurs sans date de péremption – certes anciennes, il faut le dire, mais nullement désuètes en dépit de leur âge. Tout au

contraire. De nouvelles études issues de la recherche sur les effets et de la neurobiologie les rétablissent.

L'influence sous-estimée des enseignants

John Hattie, chercheur néo-zélandais dans le domaine de la formation, a analysé environ 800 méta-analyses pendant de nombreuses années. Toutes tournaient autour de la question cardinale de savoir quels sont les critères principaux pour un bon enseignement. Ce professeur d'université attribue des valeurs d'effets aux divers facteurs. Son analyse «Visible Learning» obtient sa force explosive d'une part grâce à son étendue scientifique unique: Plus de 80 000 études individuelles sont à la base de son travail de recherche. Ses résultats reflètent les expériences de plus de 250 millions d'élèves. C'est pourquoi il peut prouver empiriquement, ce qu'il exige normalement.²

D'autre part, l'étude mammoth de Hattie étale au grand jour des résultats d'une clarté presque déconcertante. On doit remettre en question l'euphorie autour du travail auto-responsable ou autour de l'apprentissage sans enseignant. Selon John Hattie, ce qui compte, c'est la personne individuelle se trouvant face à l'élève, la présence vitale et digne de confiance de la pédagogue ou du pédagogue et de leur enseignement. Comment préparent-ils les matières? Touchent-ils les enfants et savent-ils les encourager? L'enseignante sait-elle guider de manière convaincante les leçons et comment donne-t-elle son feedback aux enfants? L'enseignant est-il lui-même convaincu et enthousiaste de ce qu'il enseigne?

Le test de la pratique

Quiconque trouve cela trop théorique, n'a qu'à se référer aux poètes. Chez eux-aussi, ce mot magique surgit à tout moment: s'enthousiasmer, s'enflammer. L'écrivain zougois Thomas Hürlimann écrit, en parlant de son professeur de physique de l'école du cloître d'Einsiedeln, le Père Kassian Etter, qu'il savait «contaminer [et] enthousiasmer», qu'il était «amoureux [et] obstiné dans sa matière». C'est pourquoi, il arrivait à «m'enthousiasmer même moi pour les pro-

cessus physiques et les formules. Il était un excellent professeur, parce qu'il nous contaminait avec sa passion.»³ Et Hürlimann d'ajouter: Père Kassian nous guidait, en tant qu'adolescents, «de la caverne de Platon vers le haut, vers les étoiles, vers les dieux.»

Le secret de ce succès se laisse probablement aussi expliquer à l'aide de la neurologie – avec les neurones miroir. Le médecin Joachim Bauer, spécialiste du domaine cérébral, décrit que les systèmes de motivation du cerveau humain sont activés en première ligne par «la considération, l'intérêt, l'attention et la sympathie de ses semblables. La plus forte drogue de motivation pour l'être humain ce sont ses semblables.»⁴

Au sujet de la passion pour le monde

La passion pour la mission pédagogique résulte de la passion pour le monde et de l'intérêt vivant pour sa tâche et les jeunes gens. Hannah Arendt, l'intelligente philosophe politique et journaliste, en était profondément convaincue. C'est ce que le professeur de physique Père Kassian vivait et incarnait.

Dans cette passion se révèle la vieille idée de la pédagogie: l'institutrice en tant que constructrice de ponts vers le monde, l'enseignant en tant que guide d'expédition ou chauffeur vers la vie. Car une des curiosités des médias modernes est le fait que les grandes quantités d'informations à disposition ne facilitent pas forcément la compréhension. Tout au contraire! Il faut des personnes qui font «comprendre» les choses et qui nous permettent de mieux connaître le monde.

L'éthique pédagogique comme stimulateur

Emma Goldberger comme le Père Kassian expliqueraient leur enseignement efficace et adaptés aux enfants sans aucune superstructure de neurones miroir. A part cela, ils diraient à peu près la même chose que le scientifique Joachim Bauer: ce qui est décisif dans leur travail, ce sont l'exigence professionnelle et une autorité charmante, l'énergie et l'empathie, la passion et l'amour, donc: la passion ressentie pour leur métier et un réel respect envers les élèves.

Les enseignants passionnés de Bichsel et Camus

Le prix Nobel de littérature Albert Camus décrit un tel portrait de son professeur dans son œuvre autobiographique «Le premier homme». Camus dit de Monsieur Bernard qu'il avait été, «du simple fait d'aimer passionnément son métier, continuellement intéressant». Dans sa classe, les enfants ressentaient «pour la première fois, qu'ils existaient et étaient l'objet d'une haute considération: on les tenait pour digne de découvrir le monde.» La méthode de Monsieur Bernard consistait, «à ne rien laisser passer dans le comportement et à rendre ses cours vivants et amusants.»⁵ Cet enseignement était ferme et détendu, blotti dans un climat d'apprentissage positif, caractérisé par un enseignement centré sur l'enseignant tout en étant orienté sur l'élève.

Albert Camus vénérat son enseignant; Peter Bichsel était amoureux de son institutrice et Thomas Hürlimann était fasciné par son professeur de physique. L'enseignant de Camus, l'institutrice de Bichsel et le Père de Hürlimann eurent un grand effet sur leurs élèves. Et comment! Eux-mêmes et leur enseignement étaient de grande importance. Ces trois portraits illustrent à quel point leur passion pour le monde et les jeunes gens était efficace. Toute direction scolaire engagerait de tels enseignants et John Hattie leur donnerait à tous trois les valeurs maximales. Sans parler des enfants et des adolescents.

La passion – un terme désuet, mais intemporel et par conséquent très actuel.

Source: www.journal21.ch du 5/3/17

¹ Bichsel, Peter. *Schulmeistereien*. Darmstadt 1985, p. 15

² Hattie, John A. C. *Lernen sichtbar machen*. Überarbeitete und erweiterte deutschsprachige Ausgabe von «Visible Learning», besorgt von Wolfgang Beywl und Klaus Zierer. 2014

³ «Die pädagogische Provinz», in: Hürlimann, Thomas. *Der Sprung in den Papierkorb. Geschichten, Gedanken und Notizen am Rand*. Zürich 2008, p. 109s.

⁴ Kowal-Summeck, Ludger. *Neurowissenschaften und Musikpädagogik. Klärungsversuche und Praxisbezüge*. Cologne: Springer, 2016, p. 141

⁵ Camus, Albert. *Der erste Mensch*. Reinbek b. Hamburg, 1997, p. 125 et 128

* Carl Bossard a été directeur du gymnase Alpenquai à Lucerne et recteur-fondateur de la Haute École pédagogique de Zoug. Aujourd'hui, il est conseiller auprès de diverses écoles.